

---

*INTERNATIONAL*

---

## Conditions de vie et pauvreté en Russie

**Irina Kortchagina, Lilia Ovtcharova, Lidia Prokofieva, Patrick Festy et Daniel Verger\***

---

La Russie a connu une histoire contemporaine unique, fertile en évolutions politiques et économiques. Plusieurs crises conjoncturelles récentes importantes (1992, 1998) ont eu pour conséquence une chute de grande ampleur des niveaux de vie (division par deux en 1992). Le bilan démographique résume bien l'état actuel de la situation, celle d'une indéniable crise, mais avec des signes récents d'amélioration. L'espérance de vie pour les hommes n'est plus que de 58,8 ans, en baisse de 5 ans par rapport à 1990 ; pour les femmes, elle est désormais de 72 ans, soit 2 ans de moins qu'il y a une douzaine d'années. La mortalité infantile reste à un niveau élevé par rapport aux pays de l'Europe de l'Ouest, mais elle est en constante diminution. Globalement la population a tendance à diminuer. Divorcialité élevée et cohabitation entre générations pour résoudre les problèmes de rareté des logements expliquent la fréquence élevée des familles monoparentales et des ménages complexes.

Le passage vers l'économie de marché a bouleversé le marché du travail. Mais le chômage, après avoir crû, a diminué dans les années récentes ; le taux actuel (7,9 %) est plutôt inférieur à ce que l'on observe dans les autres pays en transition, résultat d'une politique qui a préféré substituer à du chômage potentiel une baisse des salaires réels. Conséquence de l'inflation galopante qui a marqué la décennie 1991-2001, le salaire réel moyen de 2004 est à peine supérieur à la moitié de ce qu'il était en 1991. L'écart est moindre au niveau de l'ensemble des revenus, qui ont davantage profité de la reprise récente : en 2004, les revenus moyens représentent 83 % de ce qu'ils étaient en 1991. Plus de la moitié du budget est désormais consacrée à l'alimentation. Même si l'importance relative des prestations sociales a crû légèrement, dans les conditions actuelles de restrictions budgétaires, l'accès aux soins et à l'instruction n'est pas garanti pour tous.

Cette baisse des revenus s'est accompagnée d'une augmentation de l'inégalité et de la pauvreté : les familles monoparentales, les familles nombreuses et les personnes âgées font face à des conditions de vie particulièrement défavorables, surtout dans les petites villes, signe d'une polarisation croissante entre Moscou d'une part et les villes de province, surtout les plus petites d'entre elles d'autre part.

---

\* Irina Kortchagina, Lilia Ovtcharova, Lidia Prokofieva font partie de l'Institut des problèmes socio-économiques de population (IPSEP), Patrick Festy appartient à l'INED et Daniel Verger est responsable de l'unité Méthodes statistiques de l'Insee.

Les noms et dates entre parenthèses renvoient à la bibliographie en fin d'article.

Les bouleversements survenus dans les années 1990, quand la Russie est entrée dans une période de profondes transformations socioéconomiques, ont eu pour principale conséquence un important changement du marché du travail et de la structure des revenus. Le chômage est devenu un fait social. La création d'un statut officiel de chômeur, qui permet d'être enregistré comme tel et ce faisant d'obtenir l'allocation chômage, date de 1991 seulement. Le sous-emploi était auparavant dilué grâce à une sous-activité chronique dans les entreprises et la catégorie de chômeur n'existait pas en tant que telle en Union Soviétique avant cette date. La différenciation des revenus et des salaires s'est accentuée, la pauvreté s'est développée à une large échelle.

### Une population russe qui diminue et vieillit

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Russie comptait 145,2 millions d'habitants (1) ce qui correspond à une densité de population de 8,55 habitants au kilomètre carré (h/km<sup>2</sup>). Ce chiffre moyen dissimule des disparités très importantes entre les régions : de 119 h/km<sup>2</sup> dans le centre de la Russie européenne et au Caucase, jusqu'à moins de 3 h/km<sup>2</sup> en Sibérie et en Extrême-Orient.

Depuis 1992 la population diminue. Début 2001, le recul était de 3,5 millions par rapport à 1992 (2,4 % de la population). Le facteur explicatif principal de cette évolution est la balance négative des naissances et des décès, que l'immigration en provenance des anciennes républiques soviétiques n'a compensée que partiellement. Entre 1990 et 2000, la Fédération de Russie a reçu 4,2 millions d'immigrants en

provenance des anciennes républiques soviétiques désormais indépendantes comme la Lituanie, l'Ukraine ou la Géorgie. Cette immigration a concerné principalement trois millions de russes (en tant qu'ethnie), près d'un demi-million de non-russes dont les groupes ethniques sont représentés dans la Fédération de Russie (comme les Tatars, les Bachkirs, les Bouriates, *etc.*) mais aussi près d'un million de personnes dont le groupe ethnique est issu de ces républiques nouvellement indépendantes (Zaiontchkovskaia, 2002). Très souvent, ce phénomène a concerné des familles mixtes (par exemple : épouse russe et mari arménien vivant en Géorgie qui émigrent en Russie et non en Arménie). Cette période fut jugée très difficile pour beaucoup de familles de l'ex-URSS. En 2001, la migration nette de tous les groupes ethniques a chuté (cf. encadré 1).

La part des jeunes de moins de 20 ans en Russie est comparable à celle que l'on observe dans les pays européens, mais la base de la pyramide (0 à 4 ans) présente un resserrement marqué (cf. graphique I). L'âge médian est assez élevé (37,7 ans), avec une grande différence entre les hommes et les femmes (35,2 ans pour les hommes et 40 ans pour les femmes). Les personnes de plus de 65 ans représentent 13 % de la population globale (9,9 % en 1990). Cette structure démographique reflète une espérance de vie très basse par rapport aux pays européens et une forte baisse de la fécondité pendant les dix dernières années.

1. Selon le dernier recensement de 2002, la population résidente comporte 145 164 000 individus.

#### Encadré 1

#### LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Depuis la disparition de l'Union Soviétique, la nouvelle organisation politique et institutionnelle de la Russie est définie par la Constitution de la Fédération de Russie adoptée le 12 décembre 1993 par voie de référendum. Le 31 mars 1992, un traité fédéral a institué 21 républiques, une région autonome juive, le Birobidjan, 10 arrondissements nationaux, 6 territoires (ou Kraï) et 51 régions dont 49 oblast et 2 régions urbaines, Saint-Pétersbourg et Moscou villes qualifiées « d'importance fédérale », soit au total 89 circonscriptions territoriales, elles-mêmes divisées en 1867 petites régions intégrant 1 066 villes, 343 régions urbaines et 207 villages de type urbain.

Cette fédération comprend diverses unités territoriales (89 « *sujets* ») dont une partie (les 21 *républiques* des principaux peuples non russes, la *république autonome* du Birobidjan juif et les 10 *district autonomes* ou arrondissements nationaux des minorités ethniques) est censée représenter la diversité ethnique du territoire. Ce maillage administratif complexe, hérité du modèle de la fédération soviétique, reflète les minorités ethniques, plus d'une centaine, qui vivent sur le territoire de l'État russe. La communauté russe représente environ 79,8 % en 2002 de la population du territoire.

## Une espérance de vie en baisse

De 1990 à 2000, l'espérance de vie en Russie a diminué de cinq ans pour les hommes et de deux ans pour les femmes et ce recul continue depuis. En 2000, les hommes avaient une espérance de vie de 59 ans contre 72,2 ans pour les femmes (58,8 ans *versus* 72 ans en 2003). Le recul de la mortalité infantile en Russie a été hésitant au cours des quinze dernières années, la période récente se caractérisant par une tendance plus nette à la baisse. Le niveau reste cependant assez élevé par rapport aux pays européens (cf. tableau 1).

Ce recul de l'espérance de vie associé au maintien d'un niveau élevé de la mortalité infantile est un signe qui ne trompe pas : ce sont bien les conséquences démographiques des problèmes de pauvreté et des difficultés économiques qui ont touché la période récente.

Depuis 1959, la part de la population urbaine dépasse 50 %, atteignant 73 % en 2000 (2). La crise économique des années 1990 a provoqué une baisse importante des migrations des zones rurales vers les zones urbaines mais en 2001, la tendance antérieure a repris avec une prédominance des flux migratoires vers les villes.

Les ménages urbains sont globalement plus jeunes : l'âge médian du chef de ménage est de 49 ans en zone urbaine et de 52 ans en zone rurale. Cet âge médian élevé du chef de ménage est en partie dû à l'existence assez fréquente de cohabitation dans un même ménage de familles jeunes avec celle de leurs parents. Le chef du

Tableau 1  
Indicateurs de mortalité pour les années 1990-2001

Années	Espérance de vie (en années)		Mortalité infantile (pour 1 000 nés vivants)
	Hommes	Femmes	
1990	63,8	74,3	17,4
1991	63,5	74,3	17,8
1992	62,0	73,8	18,0
1993	58,9	71,9	19,9
1994	57,6	71,2	18,6
1995	58,3	71,7	18,1
1996	59,8	72,5	17,4
1997	60,8	72,9	17,2
1998	61,3	72,9	16,5
1999	59,9	72,4	16,9
2000	59,0	72,2	15,3
2001	59,0	72,3	14,6
2002	58,5	72,0	13,3
2003	58,8	72,0	12,4

Sources : *Naselenie Rossii (Population de la Russie) 2001*, Moscou, CDEC, 2002, p. 99 ; *le niveau de vie de la population en Russie*, Moscou, Goskomstat, Recueil statistique, 2004.

ménage est alors, conventionnellement, le représentant de la famille plus âgée (cf. tableau 2).

Une des caractéristiques des ménages en Russie est la prédominance de la catégorie « autres ménages » (23,2 %, cf. tableau 3), surtout dans les zones urbaines où la cohabitation entre générations est plus fréquente à cause des problèmes de logement. Ainsi, les familles monoparentales sont assez répandues : aux jeunes mères sans conjoint mais avec des enfants se rajoutent les personnes âgées, veuves ou divorcées, cohabitant avec leurs enfants adultes seuls. Mais le facteur principal d'augmentation du nombre des familles monoparentales en Russie est la fréquence très élevée des divorces, atteignant vers 1995 le niveau d'un mariage sur deux.

2. Les critères sur lesquels on fonde un classement des communes urbaines en Russie sont les suivants : le nombre d'habitants doit dépasser 12 000 et plus de 85 % d'entre eux ne doivent pas vivre de l'agriculture.

Tableau 2  
Répartition des ménages par type de commune et par âge du chef de ménage

En %

Groupe d'âge	Ensemble	Urbain	Rural
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Moins de 30 ans	10,3	11,5	7,1
30 à 39 ans	15,0	15,5	13,8
40 à 49 ans	23,0	23,6	21,5
50 à 59 ans	15,5	15,5	15,3
60-69 ans	19,5	18,0	23,6
70 ans et plus	16,7	15,9	18,7
<b>Structure par type de commune</b>	<b>100,0</b>	<b>73,3</b>	<b>26,7</b>

Source : *Russian Longitudinal Monitoring Survey (RLMS), 2000*, 9<sup>e</sup> vague.

Tableau 3  
Ménages par type de famille biologique

En %

Type de famille	Ensemble	Urbain	Rural
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Homme seul	7,3	7,4	6,9
Femme seule	15,0	14,9	15,2
Couple sans enfant	14,8	13,8	17,7
Couple avec un enfant	15,3	15,9	13,6
Couple avec deux enfants	10,4	9,9	11,8
Couple avec trois enfants ou plus	2,1	1,4	4,4
Famille monoparentale	11,9	12,7	9,6
Autre ménage	23,2	24,0	20,8

Le type de ménage utilise la définition de la « famille biologique » : seule la nature des liens (parents-enfants, conjoint...) importe ; aucune limite d'âge n'intervient (en particulier dans la définition de qui est considéré comme « enfant »). Les couples avec ou sans enfants ou les familles monoparentales vivant avec leurs parents dans un même ménage constituent le groupe « autre », ainsi que les ménages « grand-parents-enfants » ou « frères et sœurs ».

Source : recensement de 2002, Goskomstat de Russie.

## Un niveau d'éducation élevé mais pas toujours adapté

Le niveau d'éducation en Russie est assez élevé, pour les femmes comme pour les hommes (cf. tableau 4). À la fin des années 1990, la proportion d'adultes ayant au moins une instruction élémentaire est proche de 100 % (99,7 %), la part des étudiants dans le groupe d'âge (7 à 24 ans) atteint 70,8 %, le nombre d'années d'études effectuées par la population est de 10,6 ans en moyenne et la proportion d'étudiants des universités ou des grandes écoles (279 pour dix mille habitants) est plus élevée que dans la plupart des pays développés (*Human Development Report*, 2001, 2002). Cependant, les bouleversements survenus dans les années 1990 renforcent le degré d'inadéquation des profils de formation aux besoins actuels de l'économie de marché.

Les actifs par catégorie socioprofessionnelle comptent une forte proportion d'ouvriers, surtout parmi les hommes. Les femmes sont prédominantes parmi les « cols blancs » : 61 % contre 31 % pour les hommes (cf. tableau 5) mais la situation s'inverse si n'est prise en compte que l'administration des entreprises.

Le taux d'activité en Russie s'est modifié suite aux bouleversements économiques : de 70,3 % en 1992, il a baissé jusqu'à 61,1 % au moment de la crise de 1998 pour atteindre 64,3 % en 2001. La crise économique a aussi influencé la structure démographique de la population active, d'où les groupes les plus faibles – les femmes et les jeunes – ont été évincés.

En 2001 près de 68 % des femmes entre 16 et 55 ans sont présentes sur le marché du travail contre 73 % des hommes d'âge actif (16 à 60 ans) (3).

Tableau 4  
**Répartition de la population des individus de 15 ans ou plus selon le niveau d'instruction en 2002**

En %

	Supérieur	Moyen technique	Professionnel de base	Secondaire (10-11 ans d'études)	Secondaire inachevé (8-9 ans d'études)	Primaire ou non terminé (5 ans d'études)
<b>Ensemble</b>	<b>19,3</b>	<b>27,5</b>	<b>12,8</b>	<b>17,7</b>	<b>13,9</b>	<b>8,8</b>
Hommes	18,8	25,3	15,9	18,9	14,3	6,8
Femmes	19,7	29,2	10,2	16,8	13,6	10,5

La catégorie « secondaire » regroupe les diplômes correspondant aux dixième et onzième degrés de l'école. Un diplômé du supérieur est une personne ayant un diplôme correspondant à 5-6 ans d'études après l'école. La catégorie « moyen technique » correspond aux diplômes spéciaux ou techniques nécessitant au plus 3 ans après l'école. Le diplôme « professionnel de base » désigne les filières techniques courtes (niveau égal ou inférieur au « secondaire »).

Source : recensement 2002, Goskomstat de Russie.

## Le passage vers l'économie de marché et le chômage

Comme dans tous les pays en transition, le passage vers l'économie de marché a produit en Russie des changements importants dans le monde du travail. Le chômage est devenu une réalité sociale. Le taux de chômage (au sens du BIT) est passé de 5,2 % en 1992 à 13,2 % en 1998. Pour la période la plus récente, une amélioration s'est produite : le taux de chômage a diminué jusqu'à 7,9 % en 2004 (4).

3. Si on excepte les cas particuliers (militaires, policiers, mineurs etc.), l'âge légal de la retraite est de 55 ans pour les femmes et de 60 ans pour les hommes. La législation donne la possibilité pour les retraités de continuer à travailler après l'âge légal de retraite en touchant leur salaire ainsi que leur pension de retraite. Selon les données du Goskomstat, en 2001, 15 % des retraités (tous âges confondus) ont bénéficié de cette possibilité.

4. Le chômage enregistré ne dépasse cependant pas 3 % en 2004. Ce fort écart entre chômage au sens du BIT et chômage enregistré est une particularité du marché de travail en Russie contemporaine.

Tableau 5  
**Catégorie socioprofessionnelle des personnes actives en 2001**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Ensemble	Hommes	Femmes
Ensemble	100,0	100,0	100,0
Agriculteur	7,5	7,1	7,9
Col blanc	45,2	30,6	60,7
Dont Chef d'entreprise	4,2	5,3	3,1
Cadre supérieur et Profession libérale	16,1	12,9	19,5
Profession intermédiaire	15,3	9,3	21,6
Employé	9,6	3,1	16,5
Ouvrier	41,5	56,8	25,2
Dont Ouvrier qualifié	31,4	48,2	13,5
Ouvrier non qualifié	10,1	8,6	11,7
Autres	5,8	5,5	6,2

Source : enquête Emploi 2001, Goskomstat de Russie.

Le chômage est toutefois moins fréquent que dans les autres pays en transition. Pendant les premières années de grandes mutations dans les ex-pays socialistes, la Russie s'est orientée, dans le secteur social, vers une stratégie différente de celle des pays d'Europe orientale. On sait que la recherche de l'emploi pour tous, dans le cadre du modèle socialiste de développement, avait été à l'origine d'emplois excédentaires. Pour résoudre ce problème, la plupart des pays d'Europe orientale se sont engagés sur la voie d'une restructuration du marché du travail qui a débouché sur une augmentation importante du chômage. En Russie, on a préféré substituer à un chômage potentiel de grande ampleur, concernant au moins un tiers de la population, un chômage officiel modéré et une baisse considérable des salaires réels. Au début de la période de réformes en Russie, l'État a massivement continué à subventionner des entreprises très faiblement rentables (ces subventions représentaient en 1992 32 % du PIB). Plus tard les autorités régionales ont pris le relais de l'État fédéral pour assurer ce maintien « sous perfusion » d'entreprises qui auraient sans cela été amenées

à disparaître (Gimpelson et Lippoldt, 2001 ; Kapeliushnikov et Vichnevskaya, 2003).

Le différentiel de taux de chômage entre les zones rurales et urbaines est négligeable. L'enquête *Emploi* du Goskomstat (2001) montre même un niveau un peu plus élevé de chômage dans les zones rurales que dans les zones urbaines (10,3 % contre 8 % ; cf. encadrés 2 et 3) (5).

Jusqu'à la période récente, le chômage avait touché surtout les jeunes, mais la situation est maintenant en voie d'amélioration. En 1992, la part des moins de 25 ans dans la population des chômeurs représentait 35,8 % (cf. graphique II). Entre 1992 et 2000, le chômage des moins de 25 ans a eu tendance à diminuer, alors que celui des plus de 40 ans augmentait. En

5. Les données récentes font apparaître une tendance à l'augmentation du niveau de chômage dans les zones rurales par rapport aux zones urbaines : en 2001, 29,2 % des chômeurs habitaient en zone rurale ; en 2003 c'est le cas pour 32,5 % d'entre eux.

#### Encadré 2

##### SOURCES

Les sources utilisées pour l'analyse des conditions de vie et de la pauvreté sont l'enquête *Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine*, réalisée en 2001 par l'IPSEP RAN (1 500 ménages), l'enquête *Budget des familles*, réalisée auprès de 49 000 ménages (Goskomstat RF, 1999-2003), l'enquête *Emploi*, réalisée auprès de 65 000 personnes de 15 à 72 ans chaque trimestre soit 250 à 260 000 personnes par an (Goskomstat RF, 2002), *RLMS* (The Russian Longitudinal Monitoring Survey, 2000, 9<sup>e</sup> vague, 4000 ménages), et l'enquête auprès des femmes et hommes divorcés, portant sur 1 200 femmes et hommes divorcés (Ined-IPSEP RAN, 1993 et 1998).

L'enquête *Conditions de vie et pauvreté des ménages urbains* donne toute l'information pour mesurer la pauvreté selon les approches différentes. L'enquête *Budget des familles* permet de comparer les structures de consommation des ménages à faibles ressources avec les autres. L'enquête *Emploi* ajoute l'information sur le chômage et l'éducation et l'emploi de la population. À défaut de statistique d'État pour mesurer l'inégalité des revenus, y compris l'indicateur de Theil, les données de *RLMS* dont l'échantillon est représentatif pour la Russie entière ont été utilisées. L'enquête auprès des femmes et hommes divorcés donne des renseignements sur l'influence du divorce sur le niveau de vie des ex-conjoints.

#### Encadré 3

##### LE CHÔMAGE DANS LES ZONES RURALES

L'agriculture est un des secteurs les plus touchés par la transition. De 1990 à 2001, le nombre d'actifs agricoles a diminué de 1 791 000 personnes, malgré la création de 266 000 entreprises privées comptant plus de 800 salariés agricoles. Ces 1 791 000 personnes constituent la catégorie « sans travail officiel ». La plupart survivent en exploitant leur *parcelle privée*, mais cette activité n'est pas enregistrée officiellement, même si la superficie du terrain est relativement

grande (de 0,5 à 1 hectare). Toutefois, les personnes « sans travail » qui cherchent activement un emploi dans une entreprise agricole sont comptabilisées parmi les chômeurs au sens du BIT ou parmi les chômeurs enregistrés qui touchent l'allocation de chômage. La pratique récente est de proposer aux chômeurs ruraux, au lieu d'une allocation, un terrain complémentaire à louer afin d'augmenter la production agricole.

outre, pour les jeunes, la prolongation des études reste une alternative au chômage.

Le taux de chômage des hommes est un peu plus élevé que celui des femmes (8,6 % contre 7,9 % en 2003). Malgré leur vulnérabilité sur le marché de travail, les femmes n'ont jamais été majoritaires parmi les chômeurs : au cours des années 1990 leur part représente de 46 à 47 %. Cela s'explique par la position des femmes dans les emplois stables mais mal payés du secteur public et par leur fréquent passage à l'inactivité (femmes au foyer) (cf. graphique III).

### Niveaux de vie : une tendance à la croissance après une forte baisse

À partir du début des années 1990, le Pib par habitant a sensiblement baissé (- 15,5 % en 1992, - 4,1 % en 1995), malgré une légère reprise en 1998 (0,6 %). Après la crise financière de 1998, le nouveau siècle s'ouvre sur des résultats plus encourageants (13 % en 2000, 10 % en 2002) (cf. tableau 6).

Au long de la décennie 1991-2001, la tendance économique a connu diverses phases : à la chute du niveau de vie de toutes les catégories de la population en 1992 (*diminution de moitié*) a succédé une période d'adaptation. En 1993, les efforts du gouvernement pour indexer les revenus ont entraîné une augmentation de 20 % des revenus réels, mais l'accélération de l'inflation a interrompu cette pratique. En 1997, le niveau moyen des revenus monétaires réels n'atteignait pas encore celui de l'année 1990. La crise finan-

cière d'août 1998 a eu ceci de particulier que ses effets négatifs sur le niveau de vie de la population se sont étalés dans le temps, bien qu'il y ait eu une reprise de la production russe après la crise. En 2001, les revenus moyens ne dépassaient pas 56 % de leur niveau de 1991 (cf. graphique IV). En 2004, ils sont déjà plus proches (83,5 %).

Les bouleversements macroéconomiques exercent leur influence sur le niveau de vie et la pauvreté de la population de plusieurs manières. La récession économique a eu pour conséquence une chute du niveau d'activité et du niveau de rémunération des actifs et cette crise a abouti à une réduction des transferts sociaux et des programmes sociaux d'État dans les domaines de l'instruction et de la santé publique. La libéralisation des prix à la consommation, quant à elle, a amputé le pouvoir d'achat effectif.

Durant la décennie 1991-2001, les prix pour le consommateur ont augmenté d'un facteur 8 824. En conséquence, le salaire réel moyen de 2001 ne représentait plus que 40 % de celui de 1991 (en 2004, 57,8 %) (cf. graphique IV) ; la pension de retraite réelle moyenne ne représentait plus que 52 % de celle de 1991. En même temps, de nouvelles ressources des ménages sont apparues (revenus de la propriété, revenus de l'entreprise, etc.) et la baisse des revenus réels moyens n'a pas eu la même ampleur que celle des salaires et des pensions de retraite.

Les prestations sociales représentent de 13 à 15 % des ressources des ménages. Les retraites en sont la composante principale (70 à 80 %) (cf. tableau 7).

Les prestations sociales *en nature* et les services gouvernementaux en nature (aides sociales en nature, éducation gratuite ainsi que service de santé, réductions dans les transports, aides au logement, etc.) sont un élément très important de la protection sociale en Russie depuis l'époque soviétique. Ce système compte plus de cent types de prestations ou d'aides sociales, dont la valeur représentait, en 2003, 1,2 % du produit intérieur brut (Pib) ou 2 % des revenus totaux de la population. Ces prestations ou services, composantes du niveau de vie, traduisent souvent un effort de solidarité envers les plus pauvres. Mais l'enquête sur les budgets des ménages – réalisée par le Goskomstat – montre l'inégalité des ménages dans l'accès aux services sociaux : les 10 % les plus pauvres reçoivent 5,2 % des prestations sociales en nature contre 19 % pour les plus riches (cf. graphique V).

Tableau 6  
**Le produit intérieur brut (PIB) et la parité de pouvoir d'achat (PPA) pour les années 1996-2002**

Années	PIB par habitant		Taux de change (1)	PPA
	PPA en USD	Taux de croissance		
1996	6 742	- 3,4 %	5,126	2,21
1997	6 286	- 6,8 %	5,785	2,53
1998	6 325	0,6 %	9,965	2,83
1999	6 067	- 4,1 %	24,62	5,41
2000	6 866	13,2 %	28,16	7,31
2001	7 373	7,4 %	30,14	8,38
2002	8 122	10,2 %	31,78	9,27

1. Taux de change en dollar américain de la monnaie nationale.  
Le Goskomstat présente les résultats de la comparaison internationale du PIB fondée sur la parité du pouvoir d'achat (PPA) selon le programme de l'OCDE et d'Eurostat.

Source : Goskomstat de Russie.

Dans les conditions actuelles de restrictions budgétaires concernant le système de santé ou l'éducation publique, l'accès aux soins et à l'instruction n'est pas réellement garanti pour tous.

### Augmentation des inégalités et de la pauvreté

La baisse des revenus a accentué les inégalités. Au cours de la dernière décennie, l'écart des revenus entre les 10 % de la population les plus pauvres et les 10 % les plus riches a augmenté de 300 %. L'évolution du coefficient de Gini, qui est le plus sensible aux changements dans la partie moyenne de la distribution, confirme la polarisation des revenus (cf. graphique VI et tableau 8).

Avec un coefficient de 0,26 en 1991, la Russie était moins inégalitaire que la majorité des pays de l'Union européenne ; mais après s'être accru

jusqu'à 0,4 au cours des années 1990, le coefficient est aujourd'hui plus élevé que celui de la France (Szukiełojć-Bieńkuńska *et al.*, 2000).

Parmi les facteurs jouant sur l'inégalité, tels qu'ils apparaissent dans les décompositions des indices de Theil (cf. tableau 9), les variables géographiques – région, type de commune – occupent le premier rang. La dispersion entre les régions est beaucoup plus importante que celle entre les ménages d'une même région (cf. encadré 4). Le type de ménage est aussi un facteur important : la faible participation de l'État abandonne dans la pauvreté extrême les familles monoparentales, les familles nombreuses et celles comprenant des chômeurs.

Parmi les variables liées au capital humain (6), le diplôme joue un rôle plus important sur l'inéga-

6. On entend ici, par capital humain, à la fois le niveau d'études atteint et la catégorie socioprofessionnelle.

Tableau 7  
Part des prestations sociales dans le PIB (1) et dans les revenus de la population

En %

	1992	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Part des prestations sociales dans le PIB	5,3	7,5	8,8	9,9	9,0	7,9	7,5	9,0	9,6	9,4
Part des prestations sociales dans les revenus de la population	14,3	13,1	14,0	14,8	13,4	13,1	13,8	15,2	15,2	14,1
dont :										
- pensions de retraite	12,2	10,2	10,0	11,1	10,1	10,1	9,4	10,0	10,6	10,4
- bourses d'études	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
- allocations familiales	1,2	2,4	3,2	3,1	2,3	2,0	2,0	1,8	1,9	1,6

1. Produit intérieur brut.

Source : le niveau de vie de la population en Russie. Moscou, Goskomstat de Russie. Recueil statistique, 2004.

Tableau 8  
Revenu des ménages par unité de consommation corrigé des PPA : mesures d'inégalité

Moyenne	Médiane	1 <sup>er</sup> décile	9 <sup>e</sup> décile	Indicateurs d'inégalité de revenus					
Niveau annuel (y compris PPA, en USD)				Gini	Theil (1)	D9/D1	Atkinson (1)		
							0,25	0,5	0,75
4 164	3 260	1 424	7 506	0,399	0,236	5,27	0,139	0,251	0,340

1. Indicateurs de Theil et Atkinson selon l'enquête RLMS (2000, 9<sup>e</sup> vague) sans modélisation des revenus. Sur la méthode de réévaluation des revenus (cf. Ovtcharova et Prokofieva, 2000). Le revenu pris en compte est le revenu fiscal (en Russie, l'impôt sur le revenu est actuellement proportionnel au taux de 13 %).

Source : enquête Budget des ménages, après réévaluation des revenus, Goskomstat de Russie, 1999.

Tableau 9  
Part de l'indice de Theil expliquée par les variables sociodémographiques

En %

Âge	Sexe	Type de ménage	Diplôme	Profession	Type de commune	Région
9,9	6,7	17,5	13,9	6,7	14,3	26,0

Source : RLMS, 2000, 9<sup>e</sup> vague.

lité que la profession (cf. tableau 9). Plus inquiétant est le pouvoir explicatif des différences entre hommes et femmes (6,7 %), ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays d'Europe (7) (Banque mondiale, 2000a).

Néanmoins, l'inégalité la plus importante est observée chez les moins de 30 ans entre ceux qui, en début de carrière, trouvent difficilement une place et ceux qui profitent des opportunités liées aux réformes économiques. En Russie l'inégalité chez les personnes âgées est négligeable, car les pensions de retraite sont faiblement différenciées. En ce qui concerne les ménages, le maximum d'inégalité se retrouve chez les hommes seuls ; le minimum chez les femmes seules, parmi lesquelles 80 % sont à la retraite. Selon le type de commune, les inégalités les plus grandes apparaissent chez les ménages ruraux.

Ainsi, l'évolution de la situation socioéconomique en Russie dans les années 1990 a eu pour conséquence l'apparition d'un groupe assez large de la population ayant un accès réduit aux sources de revenu et aux programmes sociaux et donc un appauvrissement de la population. L'augmentation de la pauvreté est due à la fois à la chute importante des revenus de la population, pendant la longue récession économique, et à l'essor de leur différenciation. La crise de 1998 a eu des effets marqués : en 1999, le nombre de personnes dont les revenus étaient inférieurs au seuil de pauvreté (8) a augmenté de 7 millions. En 2003, le niveau de rémunération des salariés n'atteignait pas le minimum vital pour un tiers d'eux et la part de la population dont les revenus étaient inférieurs au seuil de pauvreté était de 20,6 %.

## Des difficultés d'existence multiples

Lorsqu'on interroge les ménages, 72 % estiment leur revenu égal ou inférieur au minimum nécessaire ; 10,6 % ont du mal à joindre les deux bouts et 18,4 % déclarent avoir des retards de paiement. La part des ménages ayant un sentiment de pauvreté ou d'extrême pauvreté dépasse un tiers, celle des ménages qui se déclarent dans l'impossibilité de s'assurer une alimentation normale est de 13,6 % (cf. tableau 10).

7. Ce dernier résultat peut refléter partiellement les conventions relatives à la définition du chef de ménage.

8. Seuil absolu utilisé dans l'approche traditionnelle de la pauvreté en Russie (cf. infra).

Tableau 10  
Difficultés budgétaires des ménages

En %

	Ménages
<b>Revenus</b>	
Étant donné son revenu actuel, le ménage a du mal à joindre les deux bouts	10,6
Revenu égal ou inférieur au revenu minimum nécessaire	72,0
<b>Retards de paiement</b>	
Loyer, service logement, électricité, gaz, eau, chauffage	18,4
<b>Endettement</b>	
Le ménage a pris un emprunt pour couvrir les dépenses courantes de consommation	15,2
<b>Sentiment d'incertitude et de risque de misère</b>	
Le ménage se sent pauvre ou très pauvre	34,7
<b>Estimation de qualité de la nourriture</b>	
Mauvaise ou très mauvaise	13,6

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

### Encadré 4

#### LA DISPERSION ENTRE LES RÉGIONS SELON LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET LE NIVEAU DE VIE EN RUSSIE

À la différence des autres pays développés, la Russie se caractérise par une très grande différenciation économique entre les régions. D'après le produit régional brut par habitant, pondéré par le niveau des prix dans chaque région, l'écart entre les cinq régions les plus développées et les cinq régions les moins développées est de un à cinq. L'écart entre la région en tête de liste (région de Tioumen) et les régions en fin de liste (Ingouchétie et Bouriatie) est de un à douze ou quatorze.

Pendant la crise économique des années 1990, les régions « ouvertes » (zones d'industrie pétrolière, centres financiers ayant un secteur de service développé)

se sont fortement différenciées des régions « fermées », les plus touchées par la crise. Ce dernier groupe contient près de 70 % des régions et les deux tiers de la population russe.

La répartition des régions de la Russie selon la situation économique est la suivante (ILO, 2002) :

- en crise extrême : 6 régions ;
- en crise : 28 régions ;
- situation moyenne : 43 régions ;
- situation relativement élevée : 8 régions ;
- situation élevée : 3 régions.



De même que certaines grandeurs démographiques, la structure de la consommation est un révélateur dépourvu d'ambiguïté du niveau de vie de la population. Son évolution confirme bien la baisse du niveau de vie en Russie entre 1980 et 2000 : la part d'alimentation dans les dépenses a augmenté de 36 % en 1980 jusqu'à 48 % en 2000. Avec les dépenses consacrées à l'alcool et la restauration à l'extérieur, c'est plus de la moitié du budget des ménages (52 % en 2000) qui est dévolue à ce type de dépenses (cf. tableau 11 et graphique VII).

Les dépenses consacrées à l'entretien, à l'équipement, au chauffage, au loyer et autres charges d'exploitation ne représentent jusqu'à présent qu'à peine 15 % du budget. Le secteur du logement fonctionne encore à ce jour sur des bases qui gardent trace du régime économique antérieur : ainsi le loyer mensuel d'un logement d'État ou privatisé ne représente en moyenne que de 1 à 3 % des revenus selon les

zones géographiques. La part des dépenses de transport est assez faible en Russie par rapport à des pays où l'automobile occupe une place plus importante, alors que les temps de transport sont plus élevés. La part du budget consacrée à la santé et à l'éducation reste à un niveau assez faible (moins de 3 % en 2000) malgré la politique de réduction du nombre de services publics gratuits. Le système éducatif public gratuit continue d'exister, bien que le nombre des écoles privées s'accroisse et que des éléments payants s'introduisent même dans l'école publique.

La comparaison des structures de consommation des ménages du premier et du dernier décile de revenu confirme l'existence de liens entre le revenu et la structure de la consommation : les 10 % des ménages les plus pauvres consacrent plus de deux tiers de leur budget à l'alimentation (66,8 %, y compris restauration hors domicile et boissons) et les 10 % des ménages les

Tableau 11  
Coefficients budgétaires en Russie aux prix courants

	1980	1992	2000 (1)
<b>Alimentation</b>	<b>36,1</b>	<b>44,1</b>	<b>47,6 (37,7)</b>
Pain et céréales	4,3	6,0	8,1
Viande	9,3	11,1	13,1
Poisson	1,7	1,7	2,5
Lait, fromage, œufs	7,4	7,9	7,6
Huiles et graisses	0,8	1,1	1,5
Fruits et légumes (sauf pommes de terre)	5,6	4,7	4,9
Pommes de terre	0,9	0,8	0,9
Sucre et autres produits alimentaires de confiserie	5,1	8,6	5,9
Café et thé, boissons non alcoolisées	1,0	2,2	3,1
<b>Restauration à l'extérieur</b>	<b>6,4</b>	<b>3,0</b>	<b>1,8 (3,0)</b>
<b>Boissons alcoolisées</b>	<b>5,4</b>	<b>4,0</b>	<b>2,5 (2,2)</b>
<b>Tabac</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2 (1,0)</b>
<b>Autres besoins</b>	<b>36,9</b>	<b>40,0</b>	<b>33,1 (36,3)</b>
Vêtements et chaussures, tissu, linge	21,0	23,4	15,5
Téléviseur, radio, magnétoscope, etc.	3,0	3,4	3,2
Voiture, motocyclette	2,1	1,7	2,8
Meubles, matériel ménager, entretien	5,0	6,1	4,5
Santé, hygiène	1,8	1,4	3,9
Combustibles	0,4	0,1	1,5
Autres	3,6	3,9	1,7
<b>Logement, chauffage, éclairage</b>	<b>3,7</b>	<b>0,9</b>	<b>4,6 (7,2)</b>
Logement	1,2	0,2	1,2
Eau, électricité, gaz, etc.	2,5	0,7	3,4
<b>Services</b>	<b>10,6</b>	<b>6,8</b>	<b>9,2 (12,6)</b>
Réparation des vêtements, chaussures	0,7	0,3	0,2
Réparation des meubles, des appareils de cuisine, de ménage	0,2	0,2	0,1
Réparation des maisons, des appartements	0,3	0,3	0,4
Autres services pour habitation	0,6	0,6	1,1
Culture et loisirs	1,0	0,5	0,4
Éducation	2,3	1,9	1,2
Services spéciaux de salubrité	1,4	0,8	0,6
Transports publics	3,4	1,6	2,6
Communication	0,4	0,3	1,2
Autres services	0,3	0,3	1,4
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

1. Les chiffres entre parenthèses concernent l'année 2003.

Source : enquête sur les Budgets des ménages, Goskomstat de Russie.

plus riches seulement 42 % (9) (cf. graphiques VIII et IX).

La différence des niveaux de vie entre des ménages urbains et ruraux s'accompagne de différences entre leurs structures de consommation : deux tiers du budget des ménages ruraux est consacré à l'alimentation (63 %) contre la moitié de celui des urbains.

Bien que le budget d'un ménage moyen soit très marqué en structure par les dépenses alimentaires, ceci ne signifie pas qu'en niveau elles soient très élevées : compte tenu de la faiblesse du budget global, en fin de compte, le régime alimentaire russe reste assez modeste, marqué de nombreuses privations (cf. tableaux 12, 13 et 14).

### Une pauvreté monétaire relative qui touche les ménages avec enfants

Qu'est-ce que la pauvreté en Russie aujourd'hui ? Comment varient la part des familles pauvres dans la population totale et leur structure en fonction des différentes méthodes d'évaluation de la pauvreté ? Pour appliquer la méthodologie qui a servi de fil conducteur à ce dossier, il a fallu se restreindre à la Russie urbaine. Ces approches, toutes de nature « relative », diffèrent donc de l'approche traditionnellement retenue, à caractère absolu. Elles font appel à des données qui ne sont pas habituellement collectées et ne sont disponibles que pour des enquêtes réalisées de façon expérimentale, dans la partie urbaine du pays.

Si on fixe le seuil de pauvreté monétaire à 50 % de la médiane des revenus par unité de consommation (*u.c.*), on isole 14,1 % de ménages pau-

vres, ou 15,7 % dans la population urbaine (cf. tableau 15). La pauvreté touche à des degrés divers les différentes catégories de la population, en fonction d'une série de facteurs, aussi bien démographiques que socioéconomiques. Les disparités ne sont pas exactement les mêmes selon l'approche retenue.

Parmi les facteurs les plus importants qui font qu'un ménage se retrouve dans le champ de *la pauvreté monétaire*, il y a le type de famille et la présence de chômeurs parmi les membres du

9. Dans l'enquête Budget du Goskomstat, le groupe des ménages les plus riches est assez mal représenté, ce qui conduit à une procédure de réévaluation des revenus. La même procédure n'est pas réalisable pour la consommation des ménages.

Tableau 12  
Privations en matière de consommation - Russie urbaine

En %

	Ménages
<b>Consommation courante : ne pas avoir (ou difficilement) les moyens pour...</b>	
- acheter nourriture de base (pain, lait, pommes de terre, légumes)	16,6
- manger de la viande	59,9
- manger du poisson	46,6
- manger des fruits	62,5
- acheter vêtements et chaussures	17,8
- remplacer les meubles hors d'usage	2,2

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 13  
Absence de confort du logement en Russie urbaine

En %

	Ménages
<b>Confort général du logement : ne pas disposer de...</b>	
- Cuisine séparée	13,7
- W.C. intérieur	16,6
- Baignoire ou douche	21,2
- Eau froide courante	13,0
- Eau chaude courante	23,4
- Chauffage central	19,6
<b>Inconvénients du logement : être confronté au problème de...</b>	
- Logement trop petit	28,0
- Logement humide ou sombre	11,2
- Besoin d'une rénovation générale	19,8
- Environnement pollué	7,9
- Chauffage inefficace	0,2
L'absence de confort du logement des ménages ruraux est beaucoup plus accentuée : selon l'enquête Budget du Goskomstat, plus des deux tiers des maisons rurales ne disposent pas de l'eau froide courante et du chauffage central ; plus de 80 % de l'eau chaude courante ; plus de 70 % de W.-C. intérieurs et de baignoire ou de douche.	

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 14  
Absence d'équipement - Russie urbaine

En %

	Ménages
<b>Équipement en bien durables : ne pas posséder de...</b>	
- Réfrigérateur	4,5
- Lave-linge	22,6
- Voiture	76,0
- Téléphone	27,6
- Magnétoscope	56,3
- Téléviseur	5,0

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

ménage (cf. tableau A en annexe). Le risque de pauvreté est plus important chez les familles monoparentales et les familles nombreuses. Au premier plan de la pauvreté, en Russie, on trouve celle des enfants (cf. Klugman et Motivans, 2001, et Prokofieva, 2002).

La pauvreté monétaire touche plus fréquemment les ménages d'âge moyen (30 à 49 ans pour la personne de référence) que les ménages jeunes ou de personnes âgées. Quant aux chômeurs, leur situation difficile est liée au niveau très bas de l'allocation chômage et au développement insuffisant du réseau de services spécialisés dans l'aide à l'emploi. Les périodes sans travail sont assez longues : neuf mois en moyenne (dix mois pour les femmes et huit mois pour les hommes). Plus le niveau de diplôme ou la position socioprofessionnelle de la personne de référence sont bas, plus le risque de pauvreté augmente.

La pauvreté monétaire est plus fréquente dans les petites villes que dans les grandes. La situation du marché de l'emploi local y est sans doute plus défavorable : l'organisation antérieure de la production a conduit certaines zones à des spécialisations très fortes, parfois avec une seule firme employeur, ce qui conduit à des difficultés généralisées lorsque cette entreprise, souvent insuffisamment productive, est frappée par la récession.

### Les familles monoparentales, nombreuses, personnes âgées plus souvent pauvres en conditions de vie

Le seuil de pauvreté en termes de conditions de vie a été fixé en fonction du score cumulé réalisé par chaque ménage sur une série d'items décrivant la possession ou l'absence d'un bien, la possibilité ou non de réaliser une activité (cf. tableaux 12, 13 et 14). Ces items doivent satisfaire à la règle du « contrôle par la fréquence » (cf. l'article introductif à ce

dossier) : leur manque ne représente une privation que si plus de la moitié des ménages dans la population générale possèdent ce bien ou exercent cette activité (Dickes, 1994). Par exemple, le manque d'un bien rare comme la voiture ou le magnétoscope ne peut pas participer à l'état de privation.

Connaissant la distribution des scores sur l'ensemble des ménages enquêtés, on isole un groupe des pauvres ayant à peu près la même importance numérique que celui des pauvres « monétaires ». Un ménage est pauvre en terme de conditions de vie si le total des biens qui lui font défaut est supérieur à 6, pour un score maximal de 19. Ainsi, 15,8 % des ménages se trouvent en situation de pauvreté d'après la liste des privations retenue (cf. tableau 16 et 17).

Les facteurs essentiels qui jouent sur les conditions de vie et sur la pauvreté en conditions de vie sont les revenus et le type de famille. Le

Tableau 16  
**Répartition des ménages selon le score de mauvaise qualité des conditions de vie - Russie urbaine**

Valeur du score	En % des ménages	En % cumulés
19	0,0	0,0
18	0,0	0,0
17	0,0	0,0
16	0,0	0,0
15	0,0	0,0
14	0,3	0,3
13	0,1	0,4
12	0,5	0,9
11	0,9	1,8
10	2,0	3,8
9	2,8	6,6
8	5,2	11,8
7	4,0	15,8
6	5,4	21,2
5	5,7	26,9
4	8,3	35,2
3	12,0	47,2
2	16,2	63,4
1	19,4	82,8
0	17,2	100,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 15  
**Pauvreté monétaire - Russie urbaine**

Proportion de pauvres (1)			Indicateurs d'inégalité des revenus			
Ménages	Personnes	Enfants jusqu'à 14 ans	Ménages pauvres		Ménages non pauvres	
			Gini	Theil	Gini	Theil
14,1 %	15,7 %	20,6 %	0,16	0,053	0,463	0,381

1. 50 % du revenu médian par unité de consommation (cf. encadré 3).

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

cumul des symptômes de mauvaises conditions de vie est plus fréquent chez les ménages ayant de faibles revenus, les familles monoparentales et les familles nombreuses.

Les ménages de personnes âgées sont plus menacés par cette forme de pauvreté que les ménages jeunes et les ménages dans les petites villes plus que ceux des grandes agglomérations. L'absence de confort du logement et le manque d'équipements sont un problème essentiel dans les petites villes, dont le mode de vie est proche du mode de vie rural.

Que le revenu soit un facteur très explicatif des disparités des conditions de vie (cf. graphique X) ne saurait surprendre, car la plupart des pratiques observées nécessitent des ressources monétaires, soit pour leur acquisition, soit pour en assurer le fonctionnement. Cet effet est en particulier fort pour ce qui a trait au confort général du logement : les ménages appartenant au premier décile de revenu connaissent des conditions de logement extrêmement précaires puisque c'est environ la moitié d'entre eux qui souffrent de l'absence d'eau chaude courante, de bains ou de douches ou d'un manque de place. À titre d'exemple, en France, ce sont moins de 10 % des ménages du premier décile qui n'ont pas l'eau chaude courante. Ce qui est par contre notable, par rapport à ce que l'on observe pour d'autres pays, c'est une relative faiblesse des écarts observés entre le premier et le dernier décile pour certains biens durables : ainsi la non-possession de voiture atteint encore presque 50 % dans le dernier décile (en France, moins de 10 % seulement) ; il faudrait se restreindre aux ménages des tout derniers centiles pour observer la généralisation de l'équipement. La majorité de la population vit dans des conditions matérielles caractérisées par de nombreux manques, ressentis comme autant de privations. Conséquence de la polarisation entre Moscou, les grandes villes et les campagnes ou simple signe que la sensibilité aux problèmes de pollution ne saurait apparaître qu'une

fois les manques les plus criants satisfaits, ce sont les ménages les plus aisés, ceux du dernier décile, qui déclarent le plus souvent souffrir de la pollution.

### Les jeunes relativement épargnés par la pauvreté subjective

La définition d'un taux de pauvreté subjective est basé sur : les difficultés à « joindre les deux bouts », le sentiment de pauvreté, l'estimation de la qualité de la nourriture, l'importance du budget consacré à l'alimentation (cf. tableau 18) (10).

De même que pour les mauvaises conditions de vie, le score cumulé des difficultés budgétaires a servi de base à la définition de la pauvreté subjective. On considère comme pauvres les ménages qui ont un score supérieur ou égal à 3, soit plus de 12 % des ménages en Russie urbaine (cf. tableau 19).

L'accumulation de plusieurs faiblesses dans l'équilibre budgétaire touche plus fréquemment

10. Par rapport aux autres pays de ce dossier, il faut souligner la présence de certains items spécifiques, comme celui portant sur l'estimation de la qualité de la nourriture ou celui relatif au sentiment de pauvreté. Les principes présidant à la construction de l'indicateurs sont bien les mêmes que pour les autres pays, mais la construction concrète a été adaptée aux spécificités des données de l'enquête russe, incorporant des variables inédites.

Tableau 18  
Répartition des ménages selon le score de pauvreté subjective - Russie urbaine

Valeur du score	En % des ménages	En % cumulés
5	1,9	1,9
4	3,8	5,7
3	6,8	12,5
2	10,9	23,4
1	26,0	49,4
0	50,6	100,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 17  
Pauvreté de conditions de vie - Russie urbaine

Seuil de pauvreté / valeur maximale du score	% de pauvres			Indicateurs d'inégalité des revenus			
	Ménages	Personnes	Enfants jusqu'à 14 ans	Ménages pauvres		Ménages non pauvres	
				Gini	Theil	Gini	Theil
7/19	15,7 %	15,0 %	15,9 %	0,278	0,146	0,485	0,431

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

les familles monoparentales et les familles nombreuses. Les jeunes, qui d'une part, se plongent activement dans les nouveaux secteurs de l'économie de marché et qui, d'autre part, se trouvent sous la protection des réseaux familiaux, ne manifestent pas de sentiments de *privation subjective* aussi souvent que d'autres, par exemple les ménages de 40 à 59 ans.

Le chômage et le niveau modeste de diplôme ou de position socioprofessionnelle sont des facteurs qui provoquent un sentiment de privation subjective. Toutes les difficultés à réaliser l'équilibre budgétaire indiquées par les ménages s'accroissent au fur et à mesure que l'on descend l'échelle des revenus (cf. graphique XI). Pourtant, la corrélation entre le score de pauvreté subjective et le revenu du ménage reste relativement faible.

Contrairement à ce que l'on observe pour les deux autres formes de pauvreté, toutes choses égales par ailleurs, c'est dans les grandes villes que la pauvreté subjective est la plus fréquente. Ceci pourrait sembler contredire le diagnostic en termes de polarisation par zone géographique ; de fait cela renvoie bien à la nature même de ce type de difficultés, qui peut traduire davantage un décalage entre aspirations

et moyens de réalisation qu'une faiblesse des niveaux de ressources eux-mêmes.

### Des formes de pauvreté différentes

Trois groupes de ménages peuvent ainsi être isolés ayant respectivement les plus bas revenus, les pires conditions de vie et les plus fortes difficultés à équilibrer leur budget. Alors même que ces groupes ont été définis de façon à être proches par leur taille (14 % de l'ensemble des ménages environ pour chaque groupe), il s'avère que leur recouvrement est faible. Plus d'un quart des ménages appartient au moins à l'une des trois zones de pauvreté (monétaire, subjective ou en terme de conditions de vie), mais 18 % à une seule (cf. tableau 20). Deux formes de pauvreté concernent simultanément 8 % des ménages. Dans la zone de pauvreté extrême où s'accroissent les trois dimensions de pauvreté se trouvent seulement 3 % des ménages, ce qui recoupe tout à fait ce que l'on a observé sur les autres pays.

L'absence d'une forte corrélation entre les formes de pauvreté définies se confirme par la valeur des coefficients de corrélation de Pearson (cf. tableau 21). Les faibles corrélations mettent

Tableau 19  
**Pauvreté subjective - Russie urbaine**

Seuil de pauvreté / valeur maximale du score	% de pauvres			Indicateurs d'inégalité des revenus			
	Ménages	Personnes	Enfants jusqu'à 14 ans	Ménages pauvres		Ménages non pauvres	
				Gini	Theil	Gini	Theil
3/5	12,4 %	13,1 %	15,5 %	0,36	0,219	0,486	0,431

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 20  
**Ménages pauvres selon les symptômes de pauvreté - Russie urbaine**

	En %
<b>Aucun symptôme de pauvreté</b>	<b>71,3</b>
<b>Un symptôme et un seul :</b>	<b>18,1</b>
pauvreté monétaire	4,9
pauvreté de conditions de vie	8,3
pauvreté subjective	4,9
<b>Deux symptômes et deux seulement :</b>	<b>7,7</b>
pauvreté de conditions de vie et monétaire	3,1
pauvreté de conditions de vie et subjective	1,4
pauvreté subjective et monétaire	3,2
<b>Trois symptômes</b>	<b>2,9</b>

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 21  
**Corrélation entre les différentes formes de pauvreté (coefficients de corrélation de Pearson) - Russie urbaine**

<b>Formes de pauvreté</b>	
Conditions de vie - monétaire	0,29
Conditions de vie - subjective	0,19
Monétaire - subjective	0,37
<b>Scores</b>	
Score de mauvaises conditions de vie - revenu du ménage	- 0,23
Score de pauvreté subjective - revenu du ménage	- 0,16
Score de mauvaises conditions de vie - score de pauvreté subjective	0,40

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

en lumière les différences de concept entre les trois approches de la pauvreté, même si elles sont en partie dues à des erreurs de mesure (une dissimulation de certains revenus peut créer une fausse pauvreté monétaire qui n'aura pas sa traduction dans les approches subjectives ou en termes de conditions de vie, ce qui affaiblira les corrélations – cf. Lollivier et Verger dans ce numéro).

Dans le cas de la Russie, il est probable que les différences reflètent le fait qu'une partie importante de l'activité échappe au secteur formel officiel et, corrélativement, que les revenus observés dans les sources administratives officielles et dans les enquêtes ne donnent qu'une image biaisée des véritables ressources, omettant ce qui provient des activités dans le secteur informel ou du travail sur les lopins de terre. La mesure de la pauvreté monétaire en est particulièrement affectée, alors que la pauvreté en termes de conditions de vie et la pauvreté subjective sont plus robustes.

*Le cumul des trois formes de pauvreté* permet d'isoler un groupe de personnes qui sont pauvres sans ambiguïté, puisqu'ils ont à la fois des revenus déclarés faibles, des mauvaises conditions de vie et de grandes difficultés à faire face aux dépenses quotidiennes (11) ce que l'on peut appeler la « pauvreté profonde » (12). Elle concerne surtout les ménages de personnes ayant un faible niveau de diplôme, touchées par le chômage, les familles monoparentales et les familles nombreuses. Ce cumul des trois formes de pauvreté concerne plus souvent les ménages de personnes d'âge moyen que ceux de jeunes ou de personnes âgées (cf. tableau 22).

Le risque de pauvreté multiforme est plus important dans les petites villes que dans les grandes agglomérations. La polarisation déjà signalée est ici confirmée : les conséquences du changement ne touchent pas de la même façon Moscou et les petites villes de province.

Dans la structure du groupe des ménages « extrêmement pauvres », c'est la structure de la population qui joue un rôle prépondérant. L'importance de la part des « autres » ménages parmi les plus pauvres reflète avant tout une permanence de la cohabitation entre générations dans l'ensemble de la Russie. De même, dans cet échantillon de ménages urbains, ce sont les familles monoparentales qui représentent un quart des pauvres selon les trois critères, et ce sont elles qui apparaissent comme les plus défavorisées (cf. tableau 22).

### L'approche traditionnelle de la pauvreté en Russie

Les approches précédentes ont été élaborées spécialement pour ce dossier, en utilisant des méthodologies conçues pour être comparables à celles utilisées pour les autres pays. La construction des divers scores, en particulier, respectait les axiomes communs. Ce faisant, on s'est éloigné des méthodes utilisées traditionnelle-

11. Comme pour les autres pays, les erreurs de mesure ont tendance à réduire artificiellement la taille de cette population (cf. Lollivier et Verger), mais sans doute seulement de façon marginale.

12. Vu l'échantillonnage des enquêtes, les personnes privées de domicile échappent à la mesure. La pauvreté extrême, ici comme pour les autres pays, est donc sous-estimée.

#### Encadré 5

#### CHOIX DES UNITÉS DE CONSOMMATION

Les échelles d'équivalence (cf. le texte introductif à ce numéro) appréhendent les économies d'échelles que réalise un ménage de plusieurs personnes grâce au partage de biens à usage collectif (le logement, l'automobile, l'équipement ménager, etc.). Celle utilisée pour les pays de l'Europe de l'Ouest (dite OCDE modifiée) est adaptée à une consommation où ces biens collectifs forment une partie importante de la consommation. Pour certains pays de l'Est (Pologne en particulier), une échelle plus proche de l'échelle d'Oxford a été retenue, la part des biens collectifs étant plus faible, proche de celle observée pour l'Europe de l'Ouest des années soixante. Pour les ménages russes, les économies d'échelle sont principalement réalisées sur l'alimentation, la part des revenus des ménages

pauvres consacrée aux autres dépenses collectives étant peu importante (cf. *supra* le cas du logement, et les faibles taux de diffusion des principaux biens durables). Elles sont donc beaucoup plus réduites que pour les autres pays que l'on vient d'évoquer, ce qui conduit à une échelle plus « pentue », très proche d'un déflateur par tête. Plus précisément, on utilise ici une échelle basée sur l'économie faite par le ménage sur « le grand chaudron », en prenant pour base empirique les données de l'enquête sur la consommation alimentaire des ménages pauvres réalisée par l'Institut d'alimentation RAN en 1999 (cf. Batourin et Zinin., 2002). Les coefficients retenus en fonction de la taille du ménage sont les suivants : 1 ; 1,91 ; 2,79 ; 3,54 ; 4,21 ; 4,45.

ment en Russie (approche monétaire absolue) ou de méthodes utilisant au mieux les données disponibles en Russie (scores alternatifs de conditions de vie ou de difficultés subjectives).

Traditionnellement, la définition de la pauvreté en Russie donnait la préférence à la conception absolue : étaient « pauvres » ceux qui avaient des revenus inférieurs à la valeur du panier de consommation minimal, établi officiellement par le gouvernement (cf. encadré 6).

La méthode traditionnelle désigne comme pauvres 30,5 % de ménages interrogés en Russie urbaine (cf. tableau 23), soit un niveau de pauvreté monétaire deux fois plus élevé que celui basé sur l'approche relative à partir de la seule distribution des revenus (14,1 %) (13). Il est probable que la forme de la distribution des revenus, très inégalitaire, avec une faible minorité de revenus assez élevés et une écrasante proportion de personnes aux faibles revenus peu différenciés, rend peu pertinente l'approche occiden-

tale par la pauvreté relative pour ce qui est de chiffrer le nombre de pauvres, entendus comme les personnes manquant du nécessaire (cf. article introductif dans ce numéro). Elle garde tout son intérêt pour caractériser le profil des personnes situées en bas des diverses échelles.

L'enquête spéciale sur les conditions de vie et la pauvreté de la population urbaine a permis d'établir une liste de base des privations. La méthode de Townsend (1979) a également été employée – établissement par des experts d'une liste des privations – et la méthode de

13. Malgré la chute des revenus par rapport à la période antérieure aux réformes économiques, la Russie continue à établir un « standard » de minimum vital assez élevé. Comme le MPB de la période soviétique, le panier de consommation minimal de 2000 comporte plusieurs références de produits, de denrées non alimentaires et de services payants. Selon les résultats de l'enquête de Goskomstat sur les budgets des ménages (sans réévaluation des revenus) en 2001, 49,4 % des ménages avaient les revenus inférieurs au minimum vital. Le minimum nécessaire est donc proche du niveau médian des revenus.

Tableau 22  
Cumul des différentes formes de pauvreté

En %

Catégories	Ménages présentant les trois formes de pauvreté	Répartition de ces ménages très pauvres par catégorie
<b>Ensemble</b>	2,9	100,0
<b>Type de famille</b>		
Personne seule	2,1	13,8
Couple sans enfant	0,5	3,4
Couple avec un enfant	2,7	17,2
Couple avec 2 enfants et plus	3,9	17,3
Famille monoparentale	5,7	24,2
Autre ménage (1)	4,1	24,1
<b>Âge de la personne de référence</b>		
Moins de 30 ans	2,8	6,9
30-39 ans	5,0	32,8
40-49 ans	3,9	31,0
50-59 ans	2,1	13,8
60-69 ans	2,6	15,5
70 ans et plus	-	-
<b>Présence de chômeurs</b>		
Ménage sans chômeur	1,5	43,1
Ménage avec au moins un chômeur	12,3	56,9

1. Le groupe *Autre ménage* comprend les couples avec ou sans enfants, les familles monoparentales cohabitant avec les parents et formant un seul ménage, ainsi que les ménages « grands-parents-enfants » ou « frères-sœurs ».

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 23  
Pauvreté monétaire, par référence au minimum de subsistance - Russie urbaine

Part des pauvres (1) dans la population (%)			Indicateurs d'inégalité des revenus			
Ménages	Personnes	Enfants jusqu'à 14 ans	Ménages pauvres		Ménages non pauvres	
			Gini	Theil	Gini	Theil
30,5	32,2	40,4	0,195	0,078	0,444	0,344

1. Les revenus monétaires par unité de consommation (u.c.) sont inférieurs au minimum de subsistance.

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

### DÉFINITION ET MESURE DE LA PAUVRETÉ MONÉTAIRE EN RUSSIE

C'est à partir de l'approche absolue de la pauvreté qu'a été élaboré le budget de consommation minimal (*minimal'nyj potrebitel'skij bjudzet*, MPB) de la période soviétique. Le budget de consommation minimal représentait le coût du panier de consommation minimal, qui comprenait environ 1 000 références de produits, de denrées non alimentaires et de services payants. Il y entrait à la fois des denrées d'usage courant (produits alimentaires, services payants mensuels et produits d'hygiène), dont le coût était entièrement compris dans le MPB, et des biens d'usage dont le coût mensuel était calculé à partir de la durée d'utilisation de ces biens (par exemple, le MPB mensuel comprenait 1/180 du prix d'un réfrigérateur, c'est-à-dire que sa durée d'amortissement était estimée à 15 ans soit 180 mois). Le coût du panier de consommation minimal était évalué à partir des prix fixés par l'État. C'est cette estimation du minimum de subsistance de la période soviétique qui était considérée comme le seuil de pauvreté.

À la veille des réformes de marché, le minimum de subsistance soviétique était équivalent à la moitié du revenu médian par tête, se confondant donc de fait avec le seuil défini par référence à une conception relative de la pauvreté.

Actuellement, la méthode officielle employée par le Goskomstat de Russie pour déterminer le pourcentage de population pauvre se fonde sur la comparaison des revenus moyens mensuels par tête avec le minimum de subsistance, calculé d'après la méthode de l'an 2000. Une famille est considérée comme pauvre si ses revenus monétaires par tête sont inférieurs au minimum de subsistance.

Pendant les dix dernières années, la référence a changé deux fois : en 1992 et en 2000. Après la libéralisation des prix de 1992, environ 70 % de la population s'est retrouvée avec des revenus inférieurs à la valeur du MPB soviétique. Une telle extension de la pauvreté commençait à contredire l'idée que la pauvreté correspondait à une certaine exclusion du modèle de vie dominant dans la société. C'est pourquoi, en 1992, un nouveau panier de consommation minimum a été fixé, dont la valeur était deux fois plus basse que le MPB soviétique. On supposait alors que le nouveau minimum de subsistance ne serait introduit que pour une courte période de crise économique, aussi n'y entrait-il pas les dépenses pour les biens durables, et les dépenses d'habillement y étaient représentées de manière nettement insuffisante. En conséquence, dans la structure du minimum de subsistance de 1992, calculé en moyenne pour l'ensemble de la population, la part des dépenses alimentaires atteignait 68,3 % (dans le MPB, la part des dépenses alimentaires était de 50 %). Rappelons que le minimum de subsistance est calculé en moyenne pour l'ensemble de la population, et de manière spécifique pour chaque citoyen de la Fédération de Russie, pour la catégorie des enfants, pour

la population en âge de travailler et pour la catégorie des retraités. En 2000 le panier minimal de consommation a été élargi pour inscrire les dépenses non alimentaires devenues plus importantes ; la part des dépenses alimentaires selon cette nouvelle méthode n'atteint plus que 54 %.

Les changements de référence compliquent l'analyse de l'évolution de la pauvreté : la part des pauvres dans la population russe a augmenté en 2001 jusqu'à 34,7 % (29 % en 2000), alors que, avant 2000, elle avait diminué jusqu'à 27,6 %. La méthodologie employée pour définir le seuil de pauvreté et mesurer les éléments du niveau de vie des ménages servant à la comparaison avec le seuil de pauvreté, lorsqu'on évalue l'étendue de celle-ci, fait d'ailleurs l'objet de discussions permanentes. Par exemple, les recherches internationales donnent des chiffres de pauvres en Russie allant de 18 à 49 % (Banque mondiale, 2000b).

Remarquons que cette évaluation officielle du niveau de pauvreté est obtenue non à partir de mesures empiriques mais à partir d'une distribution modélisée des revenus. La procédure d'établissement d'une distribution modélisée des revenus comprend une méthode de réévaluation du niveau moyen des revenus à partir des données sur les dépenses de la population. En Russie, comme dans l'ex-URSS, les principales sources d'information sur le niveau et la structure des revenus de la population sont les résultats de l'enquête annuelle du Goskomstat sur les budgets de 49 000 ménages (couvrant toutes les régions de Russie). Depuis 1995, pour évaluer le pourcentage de population pauvre, on utilise non pas une distribution empirique des revenus obtenue à partir des résultats d'une enquête par sondage auprès des ménages, mais une distribution modélisée suivant un modèle log-normal, basée sur le niveau moyen des revenus établi par la comptabilité nationale ; mais la dispersion des revenus a été évaluée à partir des résultats de l'enquête sur les budgets des ménages. Sur le plan économique, cette correction trouve sa justification dans le fait qu'une importante partie des revenus n'est pas déclarée.

Les conditions de l'économie de transition en Russie, qui se caractérisent par le fait d'avoir plusieurs emplois, par une concentration des revenus dans l'économie informelle et par la fréquence des formes de paiement du travail en nature (plutôt qu'en rémunération monétaire) mettent en doute la priorité de la méthode d'identification de la pauvreté basée sur la comparaison des revenus monétaires avec le minimum de subsistance, méthode officielle de mesure de la pauvreté en Russie. En outre, la gratuité de l'enseignement et de la santé n'existant plus, le minimum de subsistance, calculé sans prendre en compte les dépenses d'éducation et de soins médicaux, a cessé de refléter les besoins minimaux de la population.



Mack et Lansley (1985) – établissement d'une liste des privations à partir des résultats d'une enquête auprès des ménages sur ce que ceux-ci associent à la pauvreté. Ainsi, lors de la conception du questionnaire, des experts ont constitué une liste des critères de pauvreté, affinée ensuite à partir des résultats d'un sondage. Parmi les privations que l'immense majorité des ménages (plus de 90 %) considérait comme des critères de pauvreté, 17 ont été sélectionnées (cf. tableau 24).

La ligne de pauvreté en terme de privations a été établie en posant l'hypothèse qu'il n'y a pas de hiérarchie entre les privations (elles ont toutes la même importance), que seul importe leur nombre.

Le seuil de pauvreté en terme de privations a été fixé sur la base de l'analyse du score des priva-

tions (cf. tableau 25). Un ménage est pauvre s'il cumule au moins trois des 17 privations (14).

Les difficultés budgétaires des ménages, sur lesquelles est basée la définition de la pauvreté subjective, restent les mêmes que celles esquissées plus haut à deux difficultés près, concernant des retards de paiement et l'endettement. Ces deux difficultés ont été sélectionnées par les ménages comme des privations. À leur place, est ajouté un autre signe subjectif de pauvreté : presque tout le budget du ménage est consacré à l'alimentation.

14. Le seuil du nombre cumulé de critères est fixé de telle sorte que la proportion de ménages pauvres soit proche de celle établie selon la conception absolue de la pauvreté monétaire en Russie urbaine, 30,5 %.

Tableau 24

**Fréquence de certaines privations, sélectionnées par les enquêtés (total des ménages interrogés)**

En %

Critères de pauvreté	Pourcentage de ménages touchés par une privation
1. On ne mange pas à sa faim (ne peuvent pas toujours se permettre des aliments de base même les moins chers)	12,9
2. Ne peuvent pas se permettre des plats avec de la viande de bonne qualité	31,8
3. Le ménage a contracté un emprunt pour couvrir les dépenses courantes de consommation	10,1
4. N'ont pas d'argent pour remplacer et réparer les vêtements d'hiver des membres du ménage	12,4
5. N'ont pas d'argent pour remplacer et réparer les chaussures d'hiver des membres du ménage	16,4
6. N'ont pas d'argent pour une réparation urgente du logement (fenêtres cassées, toit en mauvais état...)	17,9
7. N'ont pas et ne peuvent pas acheter le mobilier le plus simple	2,2
8. N'ont pas d'argent pour maintenir le logement à bonne température (en cas de manque du chauffage central)	0,2
9. N'ont pas d'argent pour payer à terme les charges de logement et la facture de gaz ou d'électricité	18,4
10. Ne peuvent pas recourir à l'ambulance payante en cas de non-prise en charge	5,7
11. Ne peuvent pas organiser des funérailles sans s'endetter de façon exorbitante	0,3
12. Les enfants ne mangent pas de fruits, même pas de temps en temps	20,2
13. Ne peuvent pas donner aux enfants de l'argent pour se nourrir à l'école	5,7
14. Les enfants ne mangent jamais de friandises	1,3
15. Ne peuvent pas acheter aux enfants de nouveaux vêtements ni des chaussures à leur taille	3,0
16. La famille n'a pas les moyens de mettre les enfants dans des établissements préscolaires payants	0,2
17. La famille n'a pas les moyens d'entretenir les enfants jusqu'à la fin de la scolarité (11 ans d'études) et ils ont besoin de travailler pour soutenir la famille	0,3
<b>Nombre d'observations</b>	<b>1 500</b>

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 25

**Pauvreté de privation - Russie urbaine**

Seuil de pauvreté / valeur maximale du score	Part des pauvres dans la population (%)			Indicateurs d'inégalité des revenus			
	Ménages	Personnes	Enfants jusqu'à 14 ans	Ménages pauvres		Ménages non pauvres	
				Gini	Theil	Gini	Theil
3/17	30,1	30,7	33,5	0,333	0,199	0,48	0,418

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

On considère comme pauvres les ménages qui ont un score supérieur ou égal à 2, soit 27,2 % des ménages (cf. tableau 26) (15).

Le cumul des trois formes de pauvreté permet d'isoler 12,6 % des ménages en situation d'extrême pauvreté. 14,3 % des ménages sont concernés par deux formes de pauvreté simultanément ; 21,6 % par une seule forme ; la moitié n'a aucun symptôme de pauvreté (cf. tableau 27).

Les corrélations entre les trois approches de la pauvreté sont relativement faibles, ce qui souligne la large indépendance entre les trois formes, retrouvant le constat fait sur la première analyse qui prouve ainsi sa robustesse. Il y a quand même des différences. Une corrélation plus forte associe la pauvreté en terme de privation et le cumul de symptômes subjectifs (cf. tableau 28).

Les coefficients de corrélation de Pearson entre les différentes formes de pauvreté sont plus élevés que précédemment. L'approche absolue de la pauvreté monétaire en Russie est donc plus proche de la réalité, en période de transition, qu'une approche monétaire relative basée sur la distribution des revenus.

En outre, l'approche de la pauvreté par les conditions de vie utilisée dans les pays développés donne une place prédominante aux conditions de logement. En Russie, après des décennies d'attribution gratuite des logements selon un principe de « nécessité » et après la privatisation sans paiement, les conditions de logement ne sont pas un critère de pauvreté aussi pertinent que dans les pays où le marché du logement existe déjà depuis longtemps (Prokofieva, Grichanov et Kortchagina, 2003).

Le profil socio-démographique de la population pauvre ne diffère pas beaucoup selon que celle-ci est définie par la méthode traditionnelle pour la Russie ou par l'approche occidentale (cf. tableau B en annexe). Les catégories de la population les plus touchées par la pauvreté (les familles monoparentales, les ménages de personnes d'âge moyen, ou de ceux touchés par le chômage) restent les mêmes.

### Le divorce facteur de pauvreté

Le profil de pauvreté défini selon les trois critères – monétaire, subjectif et en termes de

15. *Idem.*

Tableau 26  
Pauvreté subjective - Russie urbaine

Seuil de pauvreté / valeur maximale du score	Part des pauvres dans la population (%)			Indicateurs d'inégalité des revenus			
	Ménages	Personnes	Enfants jusqu'à 14 ans	Ménages pauvres		Ménages non pauvres	
				Gini	Theil	Gini	Theil
2/4	27,2	26,3	28,2	0,365	0,234	0,485	0,429

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 27  
Ménages pauvres selon les symptômes de pauvreté en Russie urbaine

En %

<b>Aucun symptôme de pauvreté</b>	<b>51,5</b>
<b>Un symptôme et un seul</b>	<b>21,6</b>
pauvreté monétaire	9,3
pauvreté de privation	6,7
pauvreté subjective	5,6
<b>Deux symptômes et deux seulement</b>	<b>14,3</b>
pauvreté de privation et monétaire	5,2
pauvreté de privation et subjective	5,7
pauvreté subjective et monétaire	3,4
<b>Trois symptômes</b>	<b>12,6</b>

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau 28  
Corrélation entre les différentes formes de pauvreté

Corrélation	Coefficients de Pearson
<b>Formes de pauvreté</b>	
Privations - monétaire	0,41
Privations - subjective	0,49
Monétaire - subjective	0,37
<b>Scores</b>	
Score de privations - revenu du ménage	- 0,21
Score de pauvreté subjective - revenu du ménage	- 0,19
Score de privations - score de pauvreté subjective	0,62

Champ : Russie urbaine.

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

privation –, ainsi que par le cumul de différentes formes désigne les familles monoparentales comme étant les moins protégées. Ce n'est pas un phénomène exclusivement russe, mais en Russie, les familles monoparentales accusent une plus grande pauvreté que les autres types de ménages.

Le facteur principal d'augmentation du nombre des familles monoparentales en Russie est le nombre très élevé des divorces (cf. *supra*). Les hommes et les femmes qui ont vécu ensemble dans le mariage ont des parcours divergents dans l'après-divorce. En Russie comme dans bien d'autres pays, les femmes assument, pour l'essentiel, la garde des enfants mineurs, elles restent plus souvent que les hommes dans le logement que le couple partageait avant la séparation, elles forment moins souvent que leurs anciens maris un nouveau couple, voire un nouveau mariage.

Le divorce affecte négativement les conditions d'existence des femmes dans leur nouvelle vie,

et celles qui restent seules davantage que celles formant une nouvelle union (cf. tableau 29).

Les femmes restées seules après leur divorce sont nombreuses à avoir enregistré une dégradation de leurs conditions de vie, et rares à avoir connu une amélioration. La chute du niveau de vie des femmes seules après une séparation n'est pas une surprise. La charge des enfants et la position professionnelle non stable des femmes, en même temps que des transferts publics et privés insuffisants sont les facteurs essentiels de leur situation économique défavorable. S'agissant du montant des pensions alimentaires, il est au niveau de la moitié du minimum vital mais celui-ci ne comprend ni les dépenses d'éducation ni les services médicaux. La part moyenne des pensions alimentaires dans le budget des familles monoparentales ne représente que 15 à 17 %.

Les femmes qui se remarient après leur divorce sont beaucoup moins affectées dans leur niveau de vie. Les entrées en pauvreté sont beaucoup plus

Tableau 29  
**Proportion de femmes pauvres (1) avant le divorce et variations ultérieures, en fonction du statut conjugal à l'enquête**

Statut conjugal	Avant le divorce		Entre divorce et enquête				Effectif
	Pauvres	Non pauvres	Devenues pauvres		Cessé d'être pauvres		
	% a	% b	% c	Ratio c/b	% d	Ratio d/a	
Seules	15,8	84,2	33,7	0,40	6,8	0,43	606
En couple	19,5	80,5	15,3	0,19	15,6	0,80	262

1. Selon l'approche monétaire (indice des revenus réels aux deux dates).

Champ : femmes divorcées depuis moins de douze ans.

Source : enquête auprès des femmes divorcées, 1993, Ined-IPSEP RAN.

Tableau 30  
**Composition du ménage et indicateurs de pauvreté**

Composition du ménage	Niveau de pauvreté après divorce		
	Pauvreté monétaire (1)	Pauvreté subjective (2)	Effectif
<b>Pour les femmes</b>			
Seule	42,7 %	35,3 %	396
Seule avec les parents	42,9 %	28,6 %	210
En couple	19,1 %	19,5 %	262
<b>Pour les hommes</b>			
Seul	11,1 %	33,4 %	332
Seul avec les parents	20,5 %	25,3 %	273
En couple	19,1 %	19,1 %	644

1. Les revenus sont inférieurs au minimum vital officiellement établi.

2. Difficultés budgétaires : « le ménage a du mal à »joindre les deux bouts« » et « le ménage a de l'argent uniquement pour la nourriture et les charges de logement ».

Champ : femmes divorcées depuis moins de douze ans.

Sources : enquête auprès des femmes divorcées, 1993, Ined-IPSEP RAN ; enquête auprès des hommes divorcés, 1998, Ined-IPSEP RAN.

rare. De plus, les groupes de celles qui entrent en pauvreté et de celles qui en sortent sont d'effectifs comparables. Le retour à la vie en couple efface ainsi les conséquences financières du divorce.

La situation des hommes après leur divorce est très différente de celle des femmes (cf. tableau 30). La pauvreté, mesurée sur des critères monétaires, est en moyenne sensiblement plus rare et les disparités associées au statut conjugal sont bien moindres. Pour les hommes remariés, la fréquence de la pauvreté est égale à celle des femmes remariées, mais pour les hommes seuls – vivant avec ou sans leurs parents – elle est nettement plus faible que pour les femmes seules. Pour les hommes sans nouvelle compagne et sans autre personne adulte au foyer, la situation est même plus favorable que dans toute autre configuration domestique. La charge que les enfants font peser sur le niveau de vie de leur mère, surtout lorsque celle-ci est seule, explique la majeure partie des différences entre hommes et femmes après leur divorce.

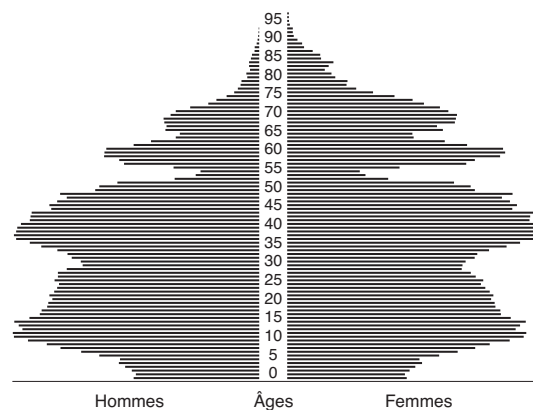
Toutefois, ces disparités entre hommes et femmes ne se retrouvent pas dans l'appréciation

subjective que les uns et les autres portent sur leur situation économique. Ceux et celles qui se sont remariés portent un jugement plus favorable que ceux et celles restés seuls. Pour les femmes, l'écart reproduit en l'atténuant celui des niveaux de vie réels, mais le pessimisme des hommes non remariés ne reflète pas leurs revenus relativement favorables. C'est en particulier le cas des hommes seuls dans leur ménage. Peut-être ceci est-il lié à des questions relatives au travail domestique, qui viendraient davantage améliorer le niveau de vie effectif des femmes que celui des hommes (16).

Les avantages non monétaires que la politique sociale accorde aux femmes seules, en particulier en matière de logement, pourraient expliquer ce décalage entre la mesure monétaire de la pauvreté et son appréciation subjective par les ménages. □

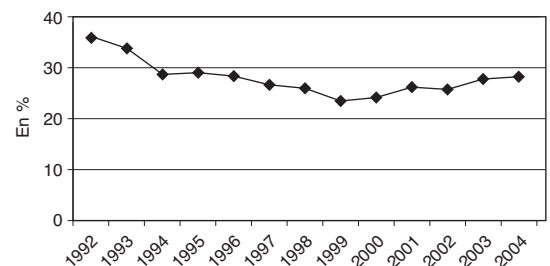
16. L'analyse d'une journée moyenne des femmes russes montre que la plupart des travaux domestiques (ménage, cuisine, linge) sont complètement à leur charge. 85 à 96 % des femmes s'en occupent et seulement 25 à 30 % des hommes (Banque mondiale, 2000a).

Graphique I  
Pyramide des âges en Russie (2000)



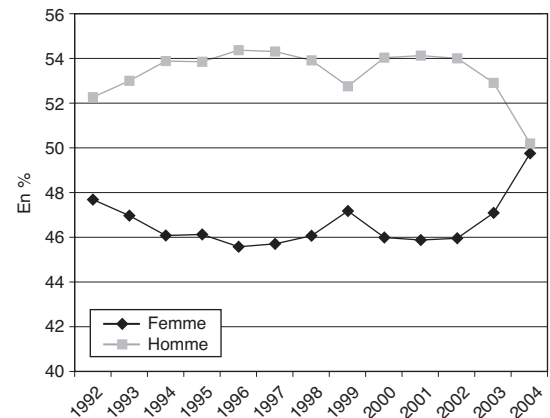
Source : Goskomstat.

Graphique II  
Part des moins de 25 ans dans la population des chômeurs en Russie



Source : enquête Emploi 2004, Goskomstat de Russie.

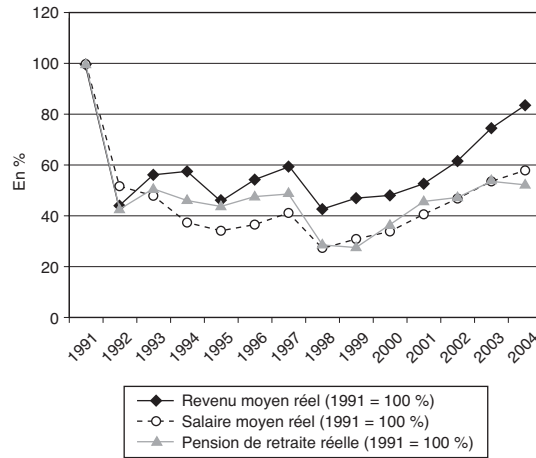
Graphique III  
Répartition des chômeurs par sexe en Russie



Source : enquête Emploi 2004, Goskomstat de Russie.

Graphique IV

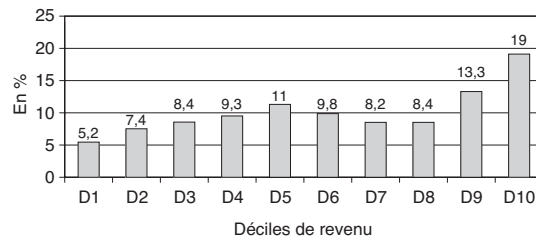
**Évolution du salaire, de la pension de retraite et des revenus réels**



Source : enquête Emploi 2004, Goskomstat de Russie.

Graphique V

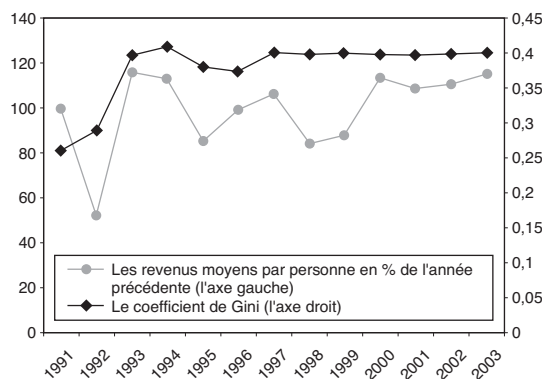
**Valeur des prestations sociales en nature, reçues par les groupes différents de revenu en 2002**



Source : Goskomstat

Graphique VI

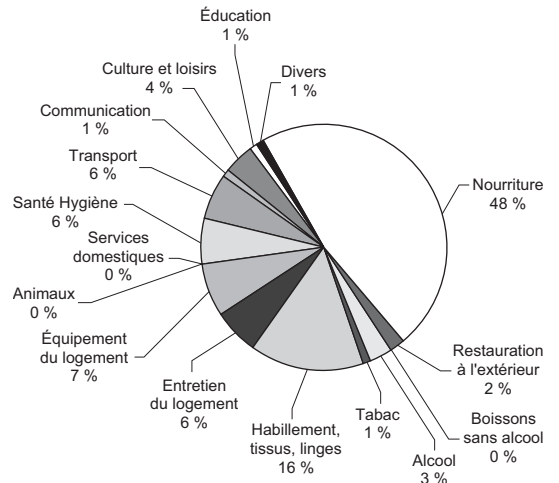
**Évolution du niveau et de la différenciation des revenus moyens en Russie**



Source : Goskomstat.

Graphique VII

**Structure de consommation (2000)**

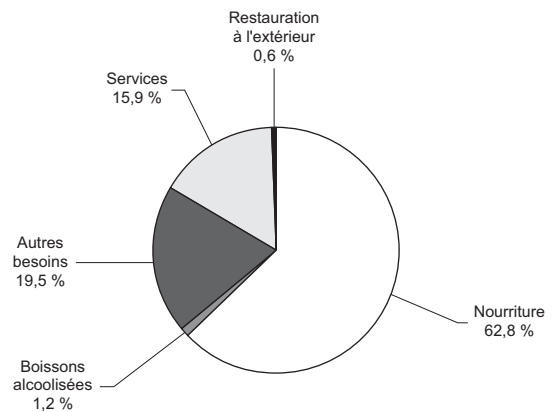


Lecture : la nomenclature de ce graphique est différente car adaptée pour être comparable avec les autres pays. En particulier, produits et services ont été regroupés par fonction (par exemple, « culture et loisirs » regroupe les téléviseurs et les services de culture et de loisirs).

Source : enquête Budgets des ménages, Goskomstat..

Graphique VIII

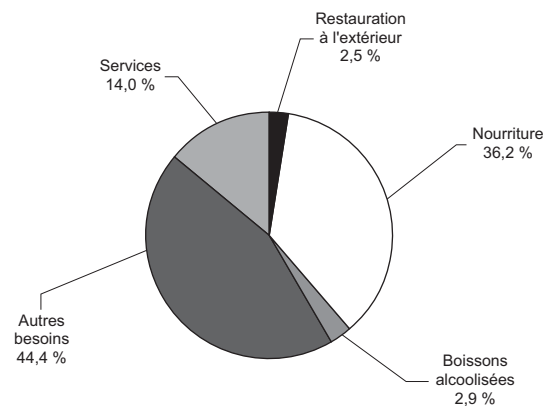
**Structure de la consommation des ménages pauvres (D1) (2000)**



Source : enquête Budgets des ménages, Goskomstat.

Graphique IX

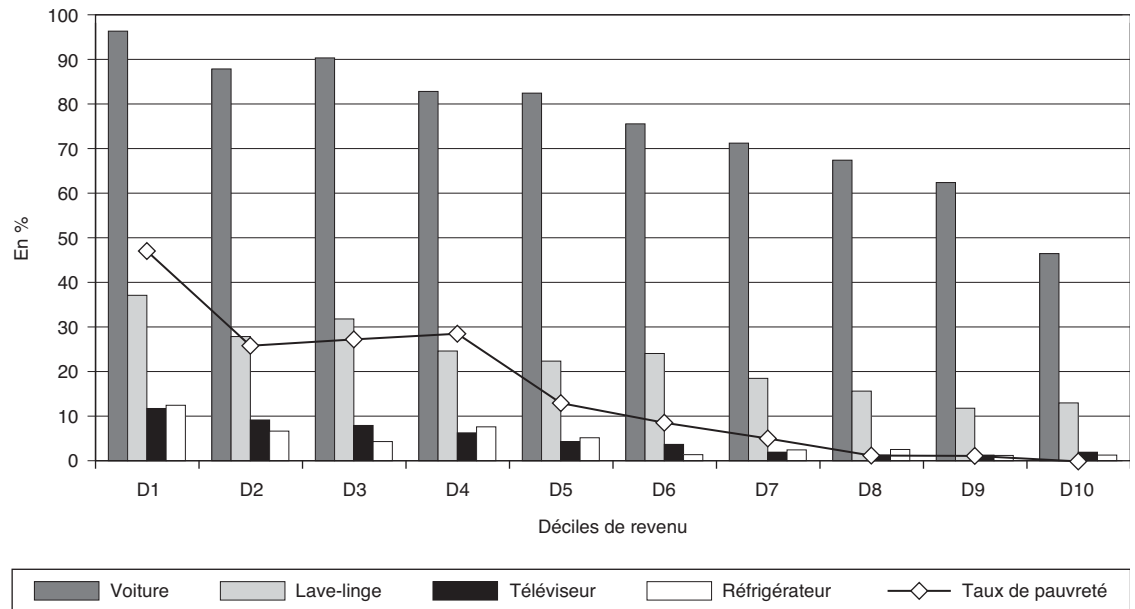
**Structure de la consommation des ménages riches (D10) (2000)**



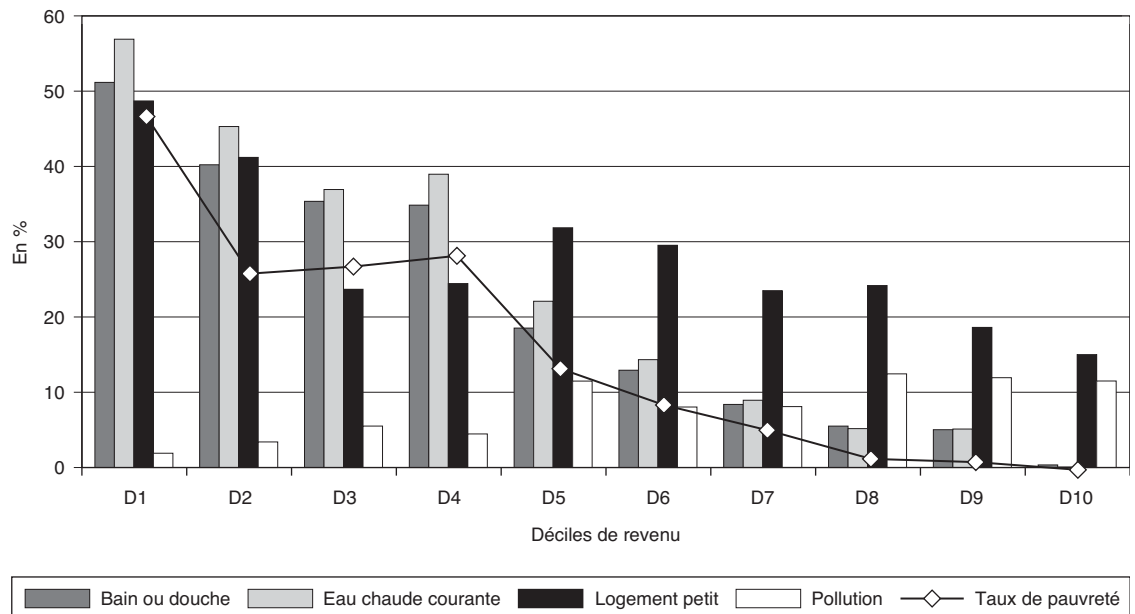
Source : enquête Budgets des ménages, Goskomstat.

Graphique X  
Indicateurs de conditions de vie en fonction du décile des revenus en Russie urbaine

A - Biens d'équipement durable : non-possession



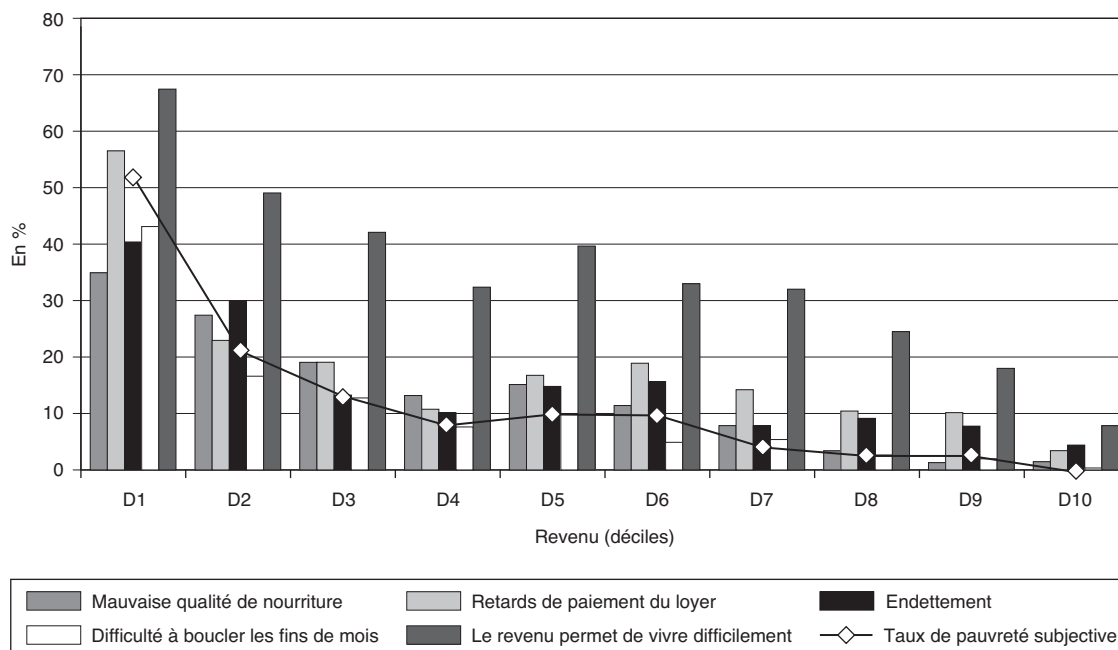
B - Logement : non-possession de l'équipement ou élément d'inconfort



Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Graphique XI

## Indicateurs subjectifs en fonction du décile des revenus en Russie urbaine



Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

## BIBLIOGRAPHIE

**Banque Mondiale (2000a)**, « Feminization of Poverty in Russia », Izdatel'tvo « Ves Mir », Moscou.

**Banque Mondiale (2000b)**, « Making Transition Work for Everyone: Poverty and Inequality in Europe and Central Asia », Washington, D.C.

**Batourin A. et Zinin B.(2002)**, « Pitanye i zdorov'e v bednykh semjach » (L'alimentation et la santé dans les familles pauvres), Moscou, Prosveschenie.

**CDEC (2002)**, « Naselenie Rossii 2001 2001 » (Population de la Russie 2001), Moscou, p. 99.

**Dickes P. (1994)**, « Ressources financières, bien-être subjectif et conditions d'existence », Trajectoires sociales et inégalités, Paris, Eres, pp. 179-198.

**Szukielójć-Bieńkuńska A., Fall M. et Verger D. (2000)**, « Comparaison des conditions de vie en France et en Pologne », mimeo, Varsovie.

**Gimpelson V. et Lippoldt D. (2001)**, *The Russian Labour Market: Between Transition and Turmoil*, Rowman and Littlefield Publishers Inc, New York.

**Goskomstat (17) (2004)**, « Le niveau de vie de la population en Russie », Recueil statistique.

**Gimpelson V. et Lippoldt D. (2001)**, « *The Russian Labour Market Between Transition and Turmoil* », Lanham Maryland/Oxford, Rowman and Littlefield.

**ILO (2002)**, « Working Toward a Poverty Eradication Strategy in Russia: Analysis and Recommendations », Moscou, p. 100.

**Kapeliushnikov R. et Vichnevskaya N. (2003)**, « Le phénomène du chômage en Russie : l'évolution, la structure, la spécificité » (Fenomen rossiys-

17. On utilise ici les dénominations qui avaient cours au moment de la rédaction de l'étude. L'office statistique venant de changer de nom, c'est désormais Rosstat qu'il faut lire.

koi bezrabortizy : dinamika, structura, specifika »), Moskva, MONF.

**Klugman J. et Motivans A. (2001)**, *Single Parents and Child Welfare in the New Russia*, Palgrave Publishers, New York, et Unicef.

**Lollivier S. et Verger D. (2005)**, « Trois apports des données longitudinales dans l'analyse de la pauvreté », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, ce numéro.

**Mack J. et Lansley S. (1985)**, *Poor Britain*, George Allen and Unwin, Londres.

**Ovtcharova L. et Prokofieva L. (2000)**, « Pauvreté et solidarité familiale en Russie à l'heure de la transformation », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 31, n° 4, pp. 151-182.

**Prokofieva L. (2002)**, « Characteristics of Main Social and Demographic Groups of the Poor », dans *Working Towards a Poverty Eradication Strategy in Russia: Analysis and Recommendations*, ILO, Moscou, pp. 9-24.

**Prokofieva L., Grichanov V. et Kortchagina I. (2003)**, « Pauvreté commune et marché à la marge. Les conditions de logement dans la Russie urbaine des années 1990 », *Les Annales de la recherche urbaine*, Paris, n° 93, mars, pp. 77-87.

**Rossii N. (2002)**, *Population de la Russie*, Moscou, CDEC.

**Townsend P. (1979)**, *Poverty in the United Kingdom*, Penguin, Harmondsworth.

**UNDP (2002)**, *Human development report 2001*, Moscou, p. 64.

**Verger D. (2005)**, « Bas revenus, consommation restreinte ou faible bien-être : les approches statistiques de la pauvreté à l'épreuve des comparaisons internationales », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, ce numéro.

**Zaiontkovskaia J. (2002)**, « Dix ans de CEI – dix ans de migrations entre les pays de la CEI », *Population et Sociétés* (en russe), n° 62.



Tableau A  
Analyse des trois approches (1) de la pauvreté en Russie urbaine (modèles Logit)

Variables	Pauvreté monétaire		Pauvreté de privation		Pauvreté subjective	
	Coefficient	Wald	Coefficient	Wald	Coefficient	Wald
<b>Constante</b>	0,85	6,45	0,72	4,57	0,15	0,22
<b>Catégorie sociale (2)</b>						
<i>Ouvriers non qualifiés</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Ouvriers qualifiés	1,36	14,33	0,21	0,38	0,04	0,01
Prof. Int.-Employés	0,28	1,00	0,13	0,18	0,05	0,03
Cadres	-2,66	11,83	0,31	0,42	-0,12	0,09
Administrateurs	-2,49	15,04	-1,04	3,68	-1,37	4,51
Inactifs	0,50	4,54	0,19	0,65	-0,06	0,07
<b>Niveau d'études (2)</b>						
<i>Sans diplôme et études primaires</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Études secondaires	-0,7	4,64	-0,53	7,12	-0,69	9,05
Moyen technique	-1,26	21,16	-0,75	10,98	-1,12	17,47
Supérieur	-0,71	8,81	-1,26	16,05	-0,96	9,85
<b>Type de famille</b>						
Personne seule	-0,74	5,42	0,04	0,01	0,17	0,28
Couple sans enfant	-1,44	18,1	-0,06	0,03	-0,57	2,93
Couple avec un enfant	-0,51	3,75	-0,04	0,02	-0,01	0,60
<i>Couple avec 2 enfants et plus</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Famille monoparentale	0,06	0,05	0,71	6,18	0,68	6,45
Autre ménage (3)	-0,28	1,08	0,01	0,00	-0,1	0,13
<b>Âge (2)</b>						
Moins de 30 ans	-1,13	19,34	0,02	0,00	-0,56	5,06
30 à 39 ans	0,09	0,13	0,61	5,38	-0,17	0,48
<i>40 à 49 ans</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
50-59 ans	-0,25	0,83	0,17	0,36	0,30	1,42
60 à 69 ans	-2,14	39,47	0,69	4,82	-0,48	2,37
70 ans et plus	-3,17	53,56	0,81	5,54	-2,23	25,16
<b>Domicile</b>						
<i>Petite ville</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Grande ville	-3,24	114,13	-2,07	54,83	0,53	5,09
<b>Présence de chômeurs</b>						
<i>Ménages sans chômeur</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Ménages avec au moins un chômeur	1,33	28,72	0,79	10,25	1,11	25,48
<b>Forme physique du ménage</b>						
<i>Aucun individu avec handicap</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Au moins un individu avec handicap	0,47	4,09	-0,32	2,83	0,41	3,68
<b>Revenu (quartiles)</b>						
1	//	//	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
2	//	//	-0,35	4,18	-1,25	35,45
3	//	//	-0,71	7,81	-2,02	52,46
4	//	//	-2,06	10,74	-3,20	63,13

1. *Pauvreté monétaire* : les revenus des ménages par unité de consommation sont inférieurs au minimum de subsistance officiellement établi ; *pauvreté de conditions de vie* : mesurée selon la liste des privations qu'au moins neuf ménages sur dix considèrent comme des signes de pauvreté ; *pauvreté subjective* : selon la méthode occidentale.  
2. De la personne de référence.  
3. Le groupe « autre » comprend les couples avec ou sans enfants, les familles monoparentales cohabitant avec les parents et formant un seul ménage, ainsi que les ménages « grands-parents-enfants » ou « frères-sœurs ».

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.

Tableau B  
Analyse des trois approches (1) de la pauvreté en Russie urbaine (modèles Logit)

Variables	Pauvreté monétaire		Pauvreté de privation		Pauvreté subjective	
	Coefficient	Wald	Coefficient	Wald	Coefficient	Wald
<b>Constante</b>	0,99	14,98	0,84	10,01	-0,25	2,62
<b>Catégorie sociale (2)</b>						
<i>Ouvriers non qualifiés</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Ouvriers qualifiés	-0,87	12,30	-0,06	0,08	-0,30	1,26
Prof. Int.-Employés	-0,73	11,56	0,06	0,08	-0,24	1,21
Cadres	-0,79	8,19	0,15	0,29	-0,20	0,50
Administrateurs	-2,28	29,51	-0,53	2,45	-1,22	8,89
Inactifs	0,24	1,77	0,18	0,92	0,006	0,001
<b>Niveau d'études (2)</b>						
<i>Sans diplôme et études primaires</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Études secondaires	-0,35	4,05	-0,38	4,61	-0,10	0,34
Moyen technique	-0,74	15,71	-0,60	9,92	-0,49	6,81
Supérieur	-0,81	15,5	-0,72	11,62	-0,63	8,99
<b>Type de famille</b>						
Personne seule	-0,38	2,90	-0,15	0,43	0,35	2,20
Couple sans enfant	-0,96	16,56	0,01	0,02	-0,23	0,84
Couple avec un enfant	-0,38	3,55	-0,11	0,31	-0,11	0,24
<i>Couple avec 2 enfants et plus</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Famille monoparentale	0,33	2,38	0,66	8,49	0,82	13,25
Autre ménage (3)	0,07	0,11	-0,22	1,00	0,18	0,66
<b>Âge (2)</b>						
Moins de 30 ans	-0,77	16,42	-0,63	9,56	-0,29	1,99
30 à 39 ans	0,14	0,61	-0,17	0,71	0,05	0,07
<i>40 à 49 ans</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
50-59 ans	-0,49	5,47	0,08	0,16	0,60	8,21
60 à 69 ans	-0,77	10,46	-0,31	1,53	0,41	2,90
70 ans et plus	-0,73	7,89	-0,47	2,96	0,01	0,00
<b>Domicile</b>						
<i>Petite ville</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Grande ville	-1,39	114,70	-0,13	0,64	0,59	12,83
<b>Présence de chômeurs</b>						
<i>Ménages sans chômeur</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Ménages avec au moins un chômeur	1,21	36,68	0,83	16,16	0,76	14,55
<b>Forme physique du ménage</b>						
<i>Aucun individu avec handicap</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
Au moins un individu avec handicap	0,15	0,91	0,35	4,96	0,12	0,55
<b>Revenu (quartiles)</b>						
1	//	//	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>	<i>Réf.</i>
2	//	//	-0,99	44,17	-1,07	48,29
3	//	//	-1,67	81,54	-1,82	85,69
4	//	//	-3,21	125,20	-2,81	118,60

1. *Pauvreté monétaire* : les revenus des ménages par unité de consommation sont inférieurs au minimum de subsistance officiellement établi ; *pauvreté de conditions de vie* : mesurée selon la liste des privations qu'au moins neuf ménages sur dix considèrent comme des signes de pauvreté ; *pauvreté subjective* : selon la méthode occidentale.  
2. De la personne de référence.  
3. Le groupe « autre » comprend les couples avec ou sans enfants, les familles monoparentales cohabitant avec les parents et formant un seul ménage, ainsi que les ménages « grands-parents-enfants » ou « frères-sœurs ».

Source : enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine, juillet 2001, IPSEP RAN.